PROCES VERBAL
CONSEIL DU 26 JUIN 2014

**COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE
PROVENCE METROPOLE**

Conseil de Communauté

Procès Verbal de la séance du 26 Juin 2014

ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Christian AMIRATY - René AMODRU - Robert ASSANTE - René BACCINO - Mireille BALOCCO - Yves BEAUVAL - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Michael BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Jean-Louis BONAN - Patrick BORE - Nicole BOUILLLOT - Valérie BOYER - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Sophie CELTON - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Jean-Marc COPPOLA - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Michel DARY - Anne DAURES - Christophe DE PIETRO - Dominique DELOURS - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Éric DIARD - Nouriat DJAMBAE - Emilie DOURNAYAN - Sandra DUGUET - Michèle ÉMERY - Yann FARINA - Josiane FOINKINOS - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Karim GHENDOUF - Bruno GILLES - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Martine GOELZER - Vincent GOMEZ - José GONZALES - Régine GOURDIN - Marcel GRELY - Annie GRIGORIAN - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Nathalie LAINE - Albert LAPEYRE - Laurent LAVIE - Éric LE DISSES - Marc LOPEZ - Antoine MAGGIO - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Hélène MARCHETTI - Bernard MARTY - Janine MARY - Martine MATTEI - Danielle MILON - Richard MIRON - André MOLINO - Claudette MOMPRIVE - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Christyane PAUL - Élisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Guy PONTOUS - Véronique PRADEL - Marlène PREVOST - Marine PUSTORINO - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Carine ROGER - Lionel ROYER-PERREAUT - Sandra SALOUM-DALBIN - Guy SAUVAYRE - Isabelle SAVON - Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO - EMMANUELLE SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Josette VENTRE - Patrick VILORIA - Brigitte VIRZI-GONZALEZ - Didier ZANINI - Karim ZERIBI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Colette BABOUCHIAN représentée par Maxime TOMMASINI - Marie-Josée BATTISTA représentée par René BACCINO - Mireille BENEDETTI représentée par Régine GOURDIN - Roland BLUM représenté par Albert GUIGUI - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Eugène CASELLI - Sandrine D'ANGIO représentée par Antoine MAGGIO - Patrick GHIGONETTO représenté par Patrick BORE - Roland GIBERTI représenté par Laure-Agnès CARADEC - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Louisa HAMMOUCHE - Laurence LUCCIONI représentée par Daniel HERMANN - Christophe MASSE représenté par Marc LOPEZ - Florence MASSE représentée par Vincent GOMEZ - Guy MATTEONI représenté par Laurent LAVIE - Patrick MENNUCCI représenté par Samia GHALI - Lisette NARDUCCI représentée par Michel DARY - Daniel NAVARRO représenté par Brigitte VIRZI-GONZALEZ - Grégory PANAGOUDIS représenté par Guy PONTOUS - Roland POVINELLI représenté par Janine MARY - Georges ROSSO représenté par André MOLINO - Roger RUZE représenté par Bernard MARTY - Martine VASSAL représentée par Marine PUSTORINO.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Jean-Pierre BAUMANN - Alain CHOPIN

La séance est ouverte à 9 H 35
sous la Présidence de Monsieur Guy TEISSIER,
Député des Bouches-du-Rhône

Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole

Monsieur LE PRESIDENT.- Mesdames et messieurs, le quorum est fixé à 70, je constate qu'il est atteint, je déclare la séance ouverte.

Je voudrais faire part d'une procédure d'urgence sur le rapport n°84 bis qui a été distribué avant que ne commence la séance. Ce rapport, qui a trait à la modification des redevances d'occupation du domaine public portuaire, n'a pas été diffusé dans le délai réglementaire de cinq jours.

Aussi, conformément aux dispositions de l'article L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, je demande l'adoption de la procédure d'urgence.

De quoi s'agit-il si vous n'avez pas eu le temps de le lire et si vous ne voulez pas voter sans en connaître la teneur ? Il s'agit tout simplement de régler les possibilités d'adaptation des tarifs que nous pratiquons. Jusqu'à maintenant, lorsqu'il y avait une redevance, c'était 100% ou zéro, c'est-à-dire la gratuité pleine et entière ou 100% de la redevance.

Je trouve qu'il est regrettable de ne pas pouvoir moduler. Je vous propose donc de pouvoir éventuellement faire une remise qui irait de 100% à 50%, on ne descendrait pas au dessous de 50%. Nous pourrions moduler de 25% pour les manifestations participant du rayonnement du territoire de Marseille Provence Métropole, 50% pour les manifestations liées à la compétence du nautisme, etc.

Il s'agit donc de pouvoir moduler afin de ne pas avoir 100% ou 0%.

Qui est d'avis d'adopter ?

La procédure d'urgence est adoptée à l'unanimité.

I – APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DU 23 MAI 2014

Monsieur LE PRESIDENT.- Je soumetts à votre approbation le procès-verbal de la séance du 23 mai 2014. S'il n'y a pas de remarque, il est considéré comme adopté.

Le procès-verbal de la séance du 23 mai 2014 est adopté.

II – COMPTE RENDU DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

Monsieur LE PRESIDENT.- Conformément aux dispositions de Code Général des Collectivités Territoriales, il convient que le compte-rendu des décisions du Président soit porté à la connaissance du Conseil.

Il vous a été transmis en même temps que l'ordre du jour et les dossiers de cette séance.

III – EXAMEN DES RAPPORTS

COMMISSION FONCTIONNEMENT ET MAITRISE DES COUTS

Monsieur LE PRESIDENT.- M. Blum est hors de Marseille, il s'est excusé et ne pourra pas faire le compte rendu de ses travaux. Je vais donc demander à M. Jean Montagnac, rapporteur des dossiers n°1 à 10, de nous en faire la synthèse.

Monsieur MONTAGNAC.- Monsieur le Président, mes chers collègues, les rapports n°1 à 10 ont été votés à la majorité avec des réserves de vote ou des votes contre du groupe Front National.

1. FCT 001-26/06/14 CC - Approbation du compte administratif 2013 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole

Monsieur LE PRESIDENT.- Le premier rapport porte sur l'approbation du compte administratif 2013. Cet exercice 2013 ne s'est pas déroulé sous ma Présidence, je peux donc demeurer à cet instant à ma place alors que la tradition fait que le Président doit quitter sa place pendant ce vote.

(M. Caselli quitte l'hémicycle.)

M. Caselli qui était le Président précédent vient de quitter l'hémicycle. Je mets donc aux voix ce rapport.

Monsieur COULOMB.- Monsieur le Président, mes chers collègues, nous allons donc traiter ce matin du compte administratif 2013.

Il me paraît important de redéfinir ce qu'est un compte administratif, pour ne pas nous relancer dans un nouveau débat budgétaire sur le passé ou l'avenir, débat que nous avons déjà effectué lors d'un précédent Conseil.

Le compte administratif témoigne de façon comptable de la gestion réellement accomplie au cours de l'exercice considéré. Ce n'est pas un outil de décision ni de prévision. De ce point de vue, sur le fond, le compte administratif qui nous est soumis témoigne d'une très bonne exécution des prévisions budgétaires, votées ici en mars 2013.

Les taux de réalisation, aussi bien en fonctionnement qu'en investissement, en dépenses et en recettes sont bons et sont la preuve de la qualité de gestion mise en œuvre. Globalement, nous pouvons dire que nous avons fait ce que nous avons prévu de faire.

L'augmentation des excédents depuis quelques années témoigne de la rigueur mise en place et permet de soutenir l'effort d'investissement entrepris depuis la création de notre collectivité, en jouant de façon modérée sur la fiscalité, mais surtout avec un recours maîtrisé à l'emprunt, dans la limite de nos capacités de remboursement, sans perdre de vue la nécessité de réduire notre capacité de désendettement qui est, à ce jour, inférieure à 18ans.

Le rapport de présentation qui nous est proposé, dans un focus consacré à notre dette, cumulée avec celle de la RTM, fait apparaître une hausse d'environ 180 millions d'euros sur les 6 ans écoulés. Pour mémoire, cette hausse était de l'ordre de 900 millions d'euros sur les 6 ans précédents.

La mise en œuvre des budgets annexes, notamment en matière de déchets et de transports, outre qu'elle a amené une plus grande transparence et une grande lisibilité, a

permis de mettre en place une gestion plus efficace de ces deux grandes compétences de notre collectivité.

Les efforts se sont révélés payants, puisqu'en 2013, le compte administratif démontre que les dotations du budget principal envers ces deux budgets annexes ont quasiment été ramenées à zéro et que nous assistons même à un début de réversion vers le budget principal.

Ce compte administratif nous montre une situation budgétaire certes tendue et qui nécessite une veille permanente de nos éléments financiers, mais nous montre aussi une situation stabilisée, en devenir avec la mise en place d'une gestion rigoureuse depuis plusieurs années.

Par contre, sur la forme, permettez-moi de trouver le rapport de présentation de ce compte administratif 2013 assez négativement et parfois inutilement alarmiste, en voulant assombrir la situation financière de notre collectivité. Mais je dois reconnaître que c'est la règle du genre dans ce type de situation.

Allant d'analyses comparatives annuelles en analyses tendanciennes sur plusieurs années, au gré de ces démonstrations, il tend à minimiser les bons résultats en arguant d'éléments conjoncturels et à mettre en lumière, en les grossissant fortement les résultats moins bons ou paraissant comme tels.

Que n'aurait écrit le rédacteur de ce rapport, s'il avait eu à traiter du compte administratif 2008 ?

Non, je vous le répète, mes chers collègues, notre collectivité n'est pas en faillite.

Restons vigilants, bien évidemment, mais cela est toujours le cas en matière budgétaire quelle que soit la conjoncture.

A la lecture de ce compte administratif, Monsieur le Président, il me semble que l'augmentation de la fiscalité ménage votée lors du vote du budget 2014, apparaît comme un peu précipitée.

Le résultat reporté et une meilleure analyse des provisions créées, notamment les 11 millions d'euros du pluvial marseillais, inscrites sans contreparties de recettes, par exemple sur la baisse de l'attribution de compensation, auraient sans doute permis de faire un autre choix.

Votre volonté de recherche d'économie est plus que louable.

La Commission créée à cet effet, sous la direction du Vice-président aux finances, s'est mise au travail et progresse. J'y participe moi-même assidûment, ce qui soi-disant en passant, n'est pas le cas des représentants de la Ville de Marseille. Je ferme la parenthèse.

En l'état de nos travaux, des économies certes substantielles se font jour en fonctionnement, bien que porteuses à mon sens, d'inévitables conflits sociaux.

Mais ces économies potentielles apparaissent à mes yeux, sans grande mesure avec l'effort fiscal que vous avez demandé à nos concitoyens.

Pour conclure, mon groupe votera favorablement ce compte administratif.

Je vous remercie.

Monsieur LE PRÉSIDENT.- Merci Monsieur Coulomb. Heureusement que vous avez dit que vous ne vouliez pas relancer le débat ! C'était une jolie introduction pour une faire un.

Moi, je ne vais pas faire de débat, mais, Monsieur Coulomb, vous avez fait une présentation très cosmétique du budget qui vient de s'écouler et de ce compte administratif

que nous présentons. C'est votre droit. Vous avez le droit de le faire, d'autant que vous étiez en charge de cela dans un passé récent.

Néanmoins, il y a deux chiffres que vous n'avez pas cités ; deux. Je ne vais pas faire de débat, mais je vais vous citer ces chiffres. Le budget de notre établissement public est, à la louche et vous le savez aussi bien que moi mes chers collègues, de 1.7 milliard. La dette que nous avons est de 1,5 milliard. Si vous pensez que *tout va très bien, Madame la Marquise*, alors tout va bien !

Mais moi, je vous dis que tout ne va pas bien. Je peux vous dire que la ligne rouge est franchie, la cote d'alerte aussi. Vous pouvez dire que tout ce qui a été fait dans un passé récent était plutôt bien. Je dirais pour ma part que c'était plutôt mal. Mais c'est une vision du verre à demi plein ou à moitié vide.

Vous avez dit, heureusement d'ailleurs, et je compte sur votre sagacité, qu'il faudrait être prudent et vigilant dans l'exercice que nous abordons.

Tout d'abord, merci de ce soutien et de ce renfort moral qui nous touchent. On sait que l'on va pouvoir compter sur vous et sur vos collègues pour faire des économies et nous aider en nous soutenant sur les débats que nous allons avoir dans un avenir très proche concernant la propreté, les grands travaux que nous aurons à engager à Marseille et dans les 17 autres communes de notre EPCI. En tout cas, merci de votre vigilance, nous en sommes tous extrêmement reconnaissants.

Monsieur ILLAC.- Merci Monsieur le Président, chers collègues. Je ne vais pas engager le débat, mais les chiffres parlent. Je crois qu'il est intéressant d'en rappeler certains et de donner quelques éléments complémentaires qui peuvent, chez les uns et chez les autres, continuer le débat et la réflexion que nous aurons dans les mois à venir.

En effet, ce compte administratif dégage en fonctionnement, un résultat consolidé de 52,6 millions d'euros, contre 21,7 millions d'euros en 2012 – chacun fera le delta entre les deux – et en investissement, un déficit cumulé de 40,7 millions d'euros, contre 72,2 millions d'euros en 2012. Là aussi, on a un delta de 31,5 millions d'euros. Ce n'est pas rien, ce sont des chiffres.

On peut constater une situation qui s'améliore, même si nous savons toutes et tous qu'elle reste structurellement tendue. Tout ne va pas bien dans le meilleur des mondes, à ce niveau, on se rejoint.

En particulier, depuis que notre EPCI perd, et c'est quelque chose qu'il faut bien retenir, plus de 150 millions d'euros par an de recettes fiscales provenant des entreprises, conséquence directe de la suppression de la Taxe Professionnelle par le gouvernement Fillon en 2010...

En même temps, nous sommes confrontés durablement à une érosion de plus en plus forte (et cela ne va pas s'arranger) des dotations et des concours financiers de l'État.

Autrement dit, notre Communauté urbaine est d'abord confrontée à un problème de « *déficit des recettes* » et non à une inflation non maîtrisée des dépenses d'équipements et de fonctionnement du service public...

Ce « *déficit de recettes* » ne peut être compensé par la seule augmentation de la fiscalité ménage. Les administrés de nos communes, chaque Maire pourra le dire, n'ont pas besoin et ne veulent pas de cette forte augmentation, c'est insupportable pour nos concitoyens.

Voilà pour le constat d'un compte administratif qui pour nous est propre, sincère, après la mise en œuvre du dernier exercice budgétaire en année pleine de la précédente mandature et ça personne ne peut le nier, le compte administratif et les chiffres l'attestent.

Le problème est que malgré ce constat, le commentaire qui l'accompagne et je rejoins mon collègue Vincent Coulomb, continue une mise en scène de dramatisation.

En utilisant les subtilités de conjugaison de la langue française, on dessine une situation qui « *semblait déséquilibrée qui aurait été pour la première fois déficitaire en section fonctionnement...* » pour justifier cette affirmation mise en exergue en introduction : « *l'entrée de MPM dans un processus d'alerte de haut niveau* ». On a déjà eu le débat, mais je souhaite le rappeler.

On se demande ce qui aurait pu être écrit à la charnière des années 2007/2008, même si on m'a rappelé dans certaines Commissions qu'il ne fallait à chaque fois refaire le monde, je le dis à M. Royer-Perreaut. Mais on ne refait pas le monde, ce sont des chiffres, des constats du passé qu'il faut remettre en avant. Alors oui, la charnière des années 2007/2008 alors que notre EPCI peinait à sortir d'une situation extrêmement périlleuse, avec un autofinancement proche de zéro et un endettement vraiment en zone rouge à ce moment-là.

On voit bien, Monsieur le Président, qu'on est dans la poursuite du discours de dramatisation de la situation financière de MPM un peu exagéré ou un peu trop fort...

Acte 1 : en avril, quelques semaines après la mise en place de ce Conseil, vous justifiez en urgence la hausse de 34 millions d'euros des impôts ménages dès 2014, sans attendre l'analyse et le rapport de l'audit qui avait été fait.

Acte 2 : aujourd'hui pour annoncer un plan d'économies et de rationalisations.

Acte 3 : en juillet, vous allez nous proposer d'entériner une contraction des investissements de 50 millions d'euros dans les 18 communes, des coupes budgétaires tous azimuts et semble-t-il d'abord dans la masse salariale. Je crois que c'est une erreur. La masse salariale, qui, avec 15,7 % de nos dépenses, tous budgets confondus, est pourtant (et ça aussi, c'est un chiffre qu'il faut porter au débat) deux fois moins importante que la moyenne des 15 Communautés urbaines de France...

Je ne sais pas comment nous pouvons conserver un service public de qualité en tapant aussi fortement sur la masse salariale. Chacun le sait, les dépenses de personnel, il faut les maîtriser, mais il faut quand même en avoir suffisamment pour arriver à avoir un service public de qualité.

Il ne faudrait pas non plus que nous confondions rationalisation, mutualisation, redéploiement et mobilisation des personnels partout où c'est nécessaire et en face, la baisse des effectifs. Partout où cela s'est fait, on n'aboutit jamais à un service de qualité et le service public a toujours été impacté.

Un dernier mot sur ce compte administratif pour dire qu'il présente en page 13, une ventilation intéressante des dépenses d'équipements entre la voirie et les transports collectifs.

En voirie, on a un budget de 63,4 millions d'euros. En transports collectifs, on a 57.3 millions d'euros, ce qui veut bien dire, avec ce choix et ce delta qu'on continue de confirmer ce que l'on a pu dire avec certains de mes collègues dans les Commissions pendant l'élaboration du Plan de Déplacements Urbains et dans cet hémicycle, sur l'absence pour le moment d'un renversement des priorités dans la politique des déplacements de MPM et les autres budgets.

Il n'y a pas de secret, mon groupe Pour un Territoire Solidaire votera ce rapport et ce compte administratif puisque j'ai quand même mis en avant le fait qu'il avait de bons chiffres par rapport à ce qui se faisait dans le passé.

En revanche, nous ne voterons pas la dramatisation, vous le comprendrez.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci cher collègue.

Je citerai deux ou trois chiffres. Vous avez très gentiment rappelé que le gouvernement Fillon, avec la suppression de la Taxe Professionnelle, avait fait perdre de l'argent aux collectivités. J'y souscris. C'est une certitude. Mais dans votre envolée lyrique,

vous auriez pu rappeler que le gouvernement Ayrault avait également baissé les dotations globales et que nous avons perdu l'année dernière, 10 millions d'euros et cette année, 7 millions d'euros. Mais cela, cher collègue, vous l'avez oublié, semble-t-il. Je me permets de vous le rappeler pour l'équité de ce débat.

Ensuite, vous avez parlé de l'augmentation des impôts. Oui, les impôts auraient dû être augmentés avant d'ailleurs. Et dans le rapport de l'agence Fitch – qui est resté relativement confidentiel, mais que j'ai eu et lu –, il était prévu, pour que nous gardions le A+, d'augmenter les impôts dès l'année passée, ce qui n'a pas été fait. Donc à plus forte raison, il nous fallait les augmenter cette année. Car vous savez bien que la dégradation de la notation fait que les banques deviennent de plus en plus frileuses.

Aujourd'hui, il nous faut réaliser des économies sur tous les fronts aussi bien sur le fonctionnement que sur l'investissement, ce que d'ailleurs vous pratiquez dans vos communes, ce n'est pas spécifique à cette maison. Vous voulez faire plaisir à vos électeurs et nous, nous voulons vous faire plaisir également. Nous ne sommes pas là pour faire les garde-chiourmes et pour mettre les collectivités au pain sec et à l'eau. Si nous pouvions distribuer et larguer à mains nues, nous le ferions très volontiers, mais nous avons des obligations comptables qui nous obligent et que, quiconque serait à ma place ici, ferait.

Vous le savez pertinemment, mais nous sommes dans un jeu de rôle et vous remplissez le vôtre. Vous avez raison, je ne peux pas vous en vouloir.

Je voudrais vous dire simplement que l'année passée – et vous avez une interprétation qui est la vôtre – il y a eu 182 millions d'euros de dettes supplémentaires. Vous semblez l'avoir oublié. 182 millions d'euros !

Vous savez sans doute aussi que pour pouvoir boucler l'exercice à la fin décembre l'an dernier, il a fallu avoir recours à l'emprunt. *In extremis*, vous avez obtenu un prêt de 60 millions d'euros, sinon, nous étions 'dedans' !

Certes, vous présentez les choses d'une manière superbe : *tout va bien, vous exagérez un peu !* Non je n'exagère pas et je pense que mon rôle est de vous informer et d'informer les concitoyens de notre Communauté urbaine pour dire que nous sommes en difficulté. On est malade et il faut soigner ce grand corps malade, si vous me permettez.

Ceci étant dit, s'il n'y a plus de demande de prise de parole...

Madame CARADEC.- Monsieur le Président, je prends la parole juste pour expliquer la position de vote du groupe UPAM. Il s'abstiendra puisque – et je reprendrai les propos de M. Coulomb *in extenso* – le compte de gestion témoigne d'une gestion accomplie qui n'est pas la nôtre. Donc, nous nous abstiendrons comme nous l'avons fait au cours des six années précédentes.

Monsieur LE PRESIDENT.- Qui est d'avis d'adopter ce rapport ? Qui s'abstient et qui est contre ?

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Abstention du groupe Union pour un Avenir Métropolitain
à l'exception de M. Giorgi votant pour.

2. FCT 002-26/06/14 CC - Approbation du Compte de Gestion de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole relatif à l'exercice 2013.

Monsieur LE PRESIDENT.- Les rapports n°2 et 3 sont liés au rapport n°1 et concernent aussi l'exercice 2013.

Je mets aux voix.

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine
Abstention du groupe Union pour un Avenir Métropolitain à l'exception de M.
Giorgi votant pour.

3. **FCT 003-26/06/14 CC - Affectation du Résultat de Fonctionnement de l'exercice 2013 (Budget Principal et Budgets Annexes).**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix.

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine
Abstention du groupe Union pour un Avenir Métropolitain à l'exception de M.
Giorgi votant pour.

4. **FCT 004-26/06/14 CC - Remboursement à la commune de Carry-le-Rouet de la taxe de séjour de l'exercice 2013 encaissée par la régie comptable communautaire du Port de Carry-le-Rouet**

Monsieur LE PRESIDENT.- Nous passons aux rapports n° 4 à 7 qui ont trait à des procédures comptables de remboursement aux communes.

Je mets aux voix les rapports n°4, 5, 6 et 7.

Le rapport est adopté à l'unanimité

5. **FCT 005-26/06/14 CC - Remboursement à la Ville de La Ciotat de la taxe de séjour de l'exercice 2013 encaissée par la régie comptable communautaire du Port de La Ciotat**

Le rapport est adopté à l'unanimité

6. **FCT 006-26/06/14 CC - Remboursement à la commune de Sausset-les-Pins de la taxe de séjour de l'exercice 2013 encaissée par la régie comptable communautaire du Port de Sausset-les-Pins**

Le rapport est adopté à l'unanimité

7. **FCT 007-26/06/14 CC - Remboursement à la Ville de Marseille de la taxe de séjour de l'exercice 2013 encaissée par les régies comptables communautaires des Ports du Frioul, du Vieux-Port et de la Pointe-Rouge**

Le rapport est adopté à l'unanimité

8. **FCT 008-26/06/14 CC - Remise d'ouvrage par l'Établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée des aménagements du Boulevard de Dunkerque et des abords - phase 2 - dans le cadre de la zone d'Aménagement Concerté de la Joliette à Marseille 2ème arrondissement.**

Monsieur LE PRESIDENT.- Le rapport n° 8 concerne une remise d'ouvrage réalisé par Euromed qui intègre le patrimoine de MPM.

Qui est d'avis d'adopter ce rapport ? Qui s'abstient et qui est contre ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

9. FCT 009-26/06/14 CC - Conditions générales d'octroi de garanties d'emprunt par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole

Monsieur LE PRESIDENT.- Le rapport n°9 fixe les principes de la politique de MPM en matière de garantie d'emprunt.

J'insiste sur le fait que cette politique est fondée sur une grande prudence quant aux engagements que nous prenons. Les limites que nous fixons en termes de montants garantis, de répartition et de limitation des risques, sont plus strictes que celles qu'impose la loi.

Je mets donc aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

10. FCT 010-26/06/14 CC - Approbation d'une Garantie d'emprunt à la Société Anonyme d'HLM Sud Habitat pour l'acquisition en Vente en État Futur d'Achèvement (V.E.F.A.) de 51 logements collectifs locatifs situés 145 bis boulevard Baille à Marseille 5e arrondissement

Madame PHILIPPE.- Monsieur le Président, mes chers collègues, ce rapport porte sur le logement social et sur ce sujet, je souhaiterais faire l'intervention suivante.

Le Front National votera contre ce rapport comme beaucoup de rapports sur le logement social. En effet, face aux flux migratoires de plus en plus importants et incontrôlables auxquels est confrontée l'Europe et du fait de son caractère de passoire se pose le problème du logement.

Aussi, Marseille se trouve en première ligne de par sa position et sa situation en tant que port. Ainsi, du fait des conflits en Syrie, en Irak (merci les États-Unis !), au Mali, et en Lybie (merci M. Sarkozy !) pour parler des populations migrantes africaines et subsahariennes...

(Brouhaha)

... mais aussi des Roms (merci l'Union européenne !), mais surtout à cause de la politique sociale très attractive de la France, notre pays, notre ville se retrouvent en grande pénurie de logements sociaux.

Car bien entendu, au nom de la mixité sociale, de l'égalité des chances, du mieux vivre ensemble, de la diversité, de la lutte contre les discriminations, nos politiques, qu'ils soient de droite ou de gauche, accordent toutes les priorités à ces populations au détriment de la classe laborieuse, qu'elle soit de souche ou d'origine étrangère. Je le précise, avant qu'on ne me taxe de raciste !

Ainsi, nous retrouvons nos compatriotes avec la triple peine : contribuer à la construction du logement social, ne pouvoir en profiter, et donc payer le prix fort du privé, quand ils le peuvent encore, et devoir par-dessus tout supporter le communautarisme et ses revendications.

Le secteur d'attribution en logement social à Marseille se trouve dans le 7e secteur, longtemps le fief du duo infernal Sylvie Andrieux et Garo Hovsépian. En effet, on ne dénombre pas moins de 673 logements sociaux contre 125 dans le 5e secteur où se situe ce programme.

Alors, Mesdames et Messieurs les élus Marseillais, puisque la mixité sociale est une chance pour la France, mais surtout pour les autres, si vous consentez un effort, minime soit-il, avenue Perier, sur la Corniche, à Mazargues ou mieux encore au Roucas Blanc, promis, le Front National essaiera de soutenir votre projet. Merci.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Madame. Vous avez sans doute une connaissance très théorique de notre ville, mais pratiquement, vous ne connaissez pas bien...

Car si vous voulez que je vous invite à la Soude, vous verrez les milliers de logements sociaux. Si vous voulez que je vous invite à la Cayole, nous y allons ce soir très volontiers.

Madame PHILIPPE.- Je ne parle pas de la Soude.

Monsieur LE PRESIDENT.- Ne dites pas n'importe quoi. Je pense que la répartition des logements sociaux est plutôt harmonieuse bien qu'il y ait des différences, je le reconnais. Mais ne vilipendez pas certains quartiers plutôt que d'autres. Notre ville est un tout. Vous devriez regarder également autour de Marseille comment les choses se passent.

De toute façon, le logement social est une nécessité. Nous en avons besoin. Vous avez accroché à cela une connotation très politicienne. C'est votre droit, nous avons écouté, en souffrant un peu, mais nous avons écouté quand même.

Je mets ce rapport aux voix.

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

11. FCT 011-26/06/14 CC - Désignation du représentant de Marseille Provence Métropole au sein de la Commission d'Appel d'Offres des groupements de commandes

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Giorgi, rapporteur des dossiers 11 et 12 avez-vous quelque chose à ajouter ?

Monsieur GIORGI.- Monsieur le Président, mes chers collègues, dans ces rapports, il s'agit de la désignation de représentants au sein de différentes formations. Ces rapports ont été adoptés à la majorité avec un vote contre du Front National pour les deux délibérations.

Monsieur LE PRESIDENT.- Avec le rapport n°11 il s'agit de désigner le représentant de MPM au sein de la Commission d'Appel d'Offres des groupements de commande. Je propose la candidature de notre collègue Bernard Jacquier.

Je mets ce rapport aux voix.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

12. FCT 012-26/06/14 CC - Représentations de la Communauté urbaine au sein de divers organismes

Monsieur LE PRESIDENT.- Le rapport n°12 concerne diverses représentations de MPM au sein d'organismes, ainsi que quelques ajustements des précédentes désignations.

Après consultation des groupes politiques, je propose que soit désigné :

Au Conseil d'administration de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille :

- M. le Sénateur Bruno Gilles

Au Conseil d'administration du Centre Hospitalier d'Allauch :

- Mme Paule Jouve

Au Conseil d'administration du Centre Hospitalier de La Ciotat :

- M. Guy Sauvayre

Au Conseil d'administration du Centre Hospitalier Valvert :

- Mme Isabelle Savon
- Mme Laurence Lucioni

Au Conseil d'administration du Centre Hospitalier Édouard-Toulouse :

- Mme Arlette Fructus
- Mme Josette Furace

Au sein de la Commission départementale de la Nature, des Paysages et des sites, formation spécialisée des carrières :

- Mme Monique Cordier

Au sein de l'Association Marseille Provence 2013 :

- M. Didier Zanini

Au sein du Comité de pilotage Marseille Métropole NFC :

- Mme Marine Pustorino

Au sein de la Commission de Suivi de Site du centre multi filière de déchets ménagers, les suppléants suivants :

- M. Bernard Jacquier
- Mme Anne Claudius-Petit
- M. Karim Ghendouf

Au sein du Conseil d'administration d'Euroméditerranée en qualité de suppléant de Mme Laure-Agnès Caradec :

- M. Gérard Chenoz

Il s'agit là d'une modification de la délibération que nous avons prise ensemble le 25 avril 2014.

Par ailleurs, M. Daniel Hermann est le nouveau représentant de MPM au sein du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine en remplacement de Mme Saloum Dalbin.

Enfin, un changement dans la composition des Commissions, Mme Saloum Dalbin prend la place de M. Moraine en Commission Développement des Transports Métropolitains et lui cède la sienne dans la Commission Équipements d'Intérêt Communautaire.

Au sein du Conseil d'administration de la RTM, représentants du personnel :

- Collège Cadre : Monsieur Thierry Bottot

- Collège Maitrise : Monsieur Éric Gatto
- Collège Exécution : Monsieur Georges Chahine

Si vous êtes d'accord, nous procéderons à un vote à main levée pour ces désignations.

(Assentiment général)

Je mets au vote le rapport n° 12.

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

13. FCT 013-26/06/14 CC - Programme Opérationnel FEDER 2007-2013 - Enveloppe FEDER "Quartiers sensibles" axe 4 - mesure 1. Reprogrammation des opérations

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Bertrand, rapporteur des dossiers 13 à 15, avez-vous quelque chose à ajouter ?

Monsieur BERTRAND.- Je n'ai rien à ajouter.

Monsieur LE PRESIDENT.- Les rapports n°13, 14, 15 sont relatifs à des programmes Européens FSE et FEDER.

Je mets aux voix ces rapports.

Monsieur GHENDOUF.- Mes chers collègues, Monsieur le Président, bonjour.

Je voulais profiter de cette délibération qui a trait aux questions d'emploi et d'insertion sur notre territoire pour attirer l'attention de mes collègues sur le fait qu'une de nos communes, La Ciotat, serait en train de perdre le financement dans le cadre de la politique de la ville. En effet, une décision du gouvernement sortirait *a priori* notre commune de ce système de financement politique de la ville.

Je sais que la Communauté urbaine est partie prenante financièrement et techniquement sur ces questions-là. Il me semblait important qu'avec l'ensemble de la Communauté urbaine, ce territoire ciotaden puisse avoir le soutien de notre institution pour qu'on interpelle le Préfet à l'Égalité des Chances pour maintenir ces financements.

S'agissant du critère qui a été choisi par l'État, il me semble qu'on n'en connaît pas forcément clairement les modalités d'évaluation puisque j'ai regardé sur les statistiques INSEE et je n'ai pas trouvé le critère de manière très objective. Je voulais interpeller notre institution, car cela met en difficulté un certain nombre d'associations qui ont trait aux questions de formation, d'emploi, d'action sociale, de culture, de santé pour tous sur notre commune. Je voudrais savoir si nos collègues nous soutiendront.

Monsieur BORE.- Merci Monsieur le Président, mes chers collègues. Je remercie Karim Ghendouf de prendre la parole pour me permettre de donner des explications.

Tout d'abord, nous sommes sortis des zones prioritaires et pas de la politique de la ville donc dans le droit commun, nous y restons et nous pensons que nous allons continuer à œuvrer. En tout cas, la ville de La Ciotat va laisser la part qu'elle mettait dans le contrat urbain de cohésion sociale, concernant surtout les associations. Comme on m'a dit ou on me l'a fait dire, le but, quand on est dans un contrat de cohésion social classé dans les villes pauvres, c'est d'en sortir.

C'était une façon peu élégante de faire savoir et de dire que la commune de La Ciotat avait quand même œuvré pour augmenter son potentiel fiscal et accompagner les

quartiers puisque nous sommes en convalescence et que la consolidation n'est pas encore effectuée.

D'autre part, j'ai dit au Ministère et à la Préfète déléguée à la Ville que dans cette nouvelle configuration des quartiers prioritaires, on traite les fragilités de façon comptable. C'est ce gouvernement qui traite les fragilités de façon comptable et on peut le dénoncer. Je crois qu'il est plutôt intéressant de continuer à œuvrer dans ces quartiers pour les lier à une ville qui se développe et ne pas les laisser sur le bord du chemin.

En effet, nous avons besoin d'aide et de la solidarité communautaire sur nos territoires et surtout sur nos territoires en situation de fragilité. J'ai lu aussi que ce gouvernement avait les mêmes objectifs que le gouvernement précédent. Je rappelle que le gouvernement précédent nous a quand même accompagnés dans cette politique de la ville et dans ce contrat urbain de cohésion sociale, ce que ne fait pas celui-là.

Madame FRUCTUS.- Monsieur le Président, en complément des propos de Patrick Boré, je précise que nous étions, Patrick Boré, Daniel Hermann et moi-même à la journée régionale d'information et de sensibilisation sur la réforme politique de la ville organisée par l'État et que nous avons fait entendre notre voix.

Effectivement, au niveau intercommunal, nous avons une commune, celle de La Ciotat, qui n'est plus en zone « quartiers prioritaires ». Ne demeurent en zone « quartiers prioritaires » nouvelle géographie politique de la ville que la Ville de Marseille, celles de Marignane et de Septèmes-les-Vallons. Donc, Monsieur le Président, nous allons, sous votre autorité, travailler ensemble pour discuter avec l'État sur une probable redéfinition et une amélioration de la mise en œuvre des nouveaux périmètres puisqu'on a une faculté de discussion qui est de l'ordre de 10% nous dit-on.

On a une préoccupation également sur le maintien de certains équipements publics qui sortent de la zone prioritaire, mais qui ont un impact pour les populations qui demeurent dans le nouveau fléchage prioritaire.

Nous attendons que l'État nous fixe une date, que j'espère rapprochée, pour discuter et redéfinir cela. Nous reviendrons devant l'Assemblée communautaire pour vous expliquer l'état d'avancement des discussions que nous avons avec l'État sur ce point. Bien évidemment, il est hors de question de laisser une commune comme celle de La Ciotat en rase campagne, avec le travail qui a été fait.

Patrick Boré le dit avec humour, mais on a le sentiment que l'État aujourd'hui pénalise les communes qui ont bien travaillé et les fait sortir du champ de l'action alors que l'action politique de la ville mériterait d'être pérennisée dans ces territoires.

Nous serons vigilants, sous votre autorité Monsieur le Président, à préserver les acquis et la politique offensive que nous menons en matière de géographie prioritaire sur notre Communauté urbaine.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci de cette mise au point.

Madame GHALI.- Monsieur le Président, j'entends ce qui est dit et je suis assez surprise, car cette réglementation est mise en place depuis un an et chaque commune avait la possibilité de justifier et d'expliquer les choses. C'est ce qui a été fait sur mon secteur, puisqu'une partie du 16e arrondissement était sorti de cette carte. J'ai eu une discussion avec les services de l'État sur la question du revenu médian. J'ai démontré, chiffre à l'appui, que même à l'intérieur du 16e arrondissement, qui n'a pas spécialement besoin dans son intégralité de l'aide de l'État, il y a des poches de pauvreté qu'il faut continuer à soutenir.

Je pense que c'est exactement la même chose sur La Ciotat. Une ville comme La Ciotat a aussi des quartiers et ce n'est pas la totalité de la ville qui a besoin des aides de la politique de la ville, mais elle possède des poches de pauvreté qui doivent être identifiées. Cela doit être encore possible de le faire. C'est valable pour La Ciotat comme pour d'autres villes de la Communauté urbaine et notamment certains quartiers de la Ville de Marseille.

Il faut qu'on fasse attention. Sortir de la politique de la ville, c'est peut-être mieux que d'avoir du saupoudrage partout et jamais une politique efficace sur des vrais problèmes. On est obligé de distribuer, de faire du saupoudrage et ne pas donner des moyens plus forts là où l'on en a le plus besoin alors qu'il faudrait protéger et faire en sorte que dans des quartiers qui sont encore en fragilité, comme l'a dit Karim Ghendouf, et le Maire de la Ciotat, il y ait une possibilité de ne pas les laisser sombrer.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je vous remercie.

Au travers des interventions très intéressantes des uns et des autres, il y a quand même une constante : le recul de l'État d'une manière générale sur l'aide aux communes. Il est bien évident que nos collectivités ne peuvent pas subir une double peine : subir la baisse des dotations globales et suppléer l'État avec des aides que nous ne sommes pas en capacité d'accorder.

C'est ce que j'ai observé, c'est constant, c'est quelque chose qui a été amorcé depuis quelque temps déjà, ce n'est pas tout à fait nouveau.

Monsieur FARINA.- Je suis fan ! Je viens d'entendre de jolies choses. C'est magnifique !

Je tiens à rappeler ici que si nous sortons des aides de l'État, si nous sommes arrivés à le faire, c'est certainement parce qu'il y a eu un très gros travail de la municipalité de La Ciotat. Mais derrière, cela signifie que nous devons apprendre à nous passer des aides de l'État et que nous avons déjà réussi à le faire ou du moins, nous étions en voie de le faire.

Au dernier Conseil municipal, j'ai fait entendre la voix du Front National : nous devons être attentifs à la dépense des deniers publics. Cela veut dire qu'une gestion en bon père de famille, une gestion simple quand on n'a plus d'aide, doit être de rigueur. Je suis entièrement d'accord avec Mme Samia Ghali qui dit qu'effectivement plus de moyens...

(Brouhaha)

... ça arrive ! Nous sommes des gens gentils, raisonnables et intelligents : cela paraît énorme !

Mais dans tous les cas, axer une politique qui va de a à z dans un sens où l'on a besoin de moyens et non pas saupoudrer de l'argent dans lequel il n'y a pas réellement de visibilité ou réellement de finalité. Je vous remercie.

(Applaudissements)

Madame BOYER.- Merci, Monsieur le Président. Pour corroborer certains propos qui viennent d'être tenus et sans vouloir centrer le débat sur Marseille, les disparités qui existent entre les communes de MPM existent aussi à l'intérieur même de Marseille. Je suis intervenue plusieurs fois lors du Conseil municipal de Marseille (désolée, mes chers collègues, mais il faut aussi parler de notre ville) pour dire qu'il y avait ces disparités.

Aujourd'hui, la géographie prioritaire que nous impose l'État ne doit pas se faire au détriment de certaines zones qui, parce qu'elles n'ont pas été bien loties précédemment, doivent encore aujourd'hui accentuer la déshérence de l'État comme vous venez de le dire.

Je voudrais insister particulièrement sur la zone de la vallée de l'Huveaune qui est un des vecteurs économiques majeurs de notre ville et de la métropole. Et aujourd'hui, exclure ce secteur des aides liées à la politique de la ville, alors même qu'on a pu arracher un projet de rénovation pour Air-Bel pour l'ensemble de la vallée de l'Huveaune, c'est un contre message, cela va totalement à l'encontre du travail qui a été entrepris toutes les années précédentes. On ne peut pas aujourd'hui priver ce territoire de ces aides-là.

On peut critiquer cette politique, dire qu'elle n'est pas bien évaluée, mais dans la mesure où elle existe, il n'est pas normal que toute cette partie de Marseille en soit exclue.

Aujourd'hui, il faut être vigilant et solidaire vis-à-vis des actions que l'on peut entreprendre sur l'État pour qu'il n'abandonne pas ces secteurs. Je suis intervenue à l'Assemblée nationale à plusieurs reprises au travers des questions écrites, au travers des lettres envoyées au Ministre Lamy en son temps et je vais le refaire aujourd'hui, mais je me permets d'attirer votre attention sur ce sujet qui est majeur pour une bonne partie de nos territoires.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je crois que l'analyse faite par les uns et les autres laisse transparaître qu'il faut dépenser peut-être moins, mais dépenser mieux et que probablement, il ne faut pas prendre des mesures générales, mais ciblées. Je trouve cela très pertinent. C'est un débat de bonne qualité. Vous êtes deux parlementaires, une Députée et une Sénatrice, pour porter ce débat-là où il doit être porté, c'est-à-dire à l'Assemblée nationale et au Sénat. Donc Mesdames...

Madame GHALI.- Nous l'avons déjà fait.

Monsieur LE PRESIDENT.- Continuez, continuez puisqu'il semblerait que le besoin s'en fasse sentir. En tout cas, merci de vos interventions.

Je sou mets à votre approbation les rapports n°13, 14 et 15.

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

14. **FCT 014-26/06/14 CC - Programme Opérationnel FSE 2007-2013 - Enveloppe FSE PLIE Axe 3 Mesure 3.12 - Déprogrammation - Reprogrammation - Attribution d'aide FSE**

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

15. **FCT 015-26/06/14 CC - Programme opérationnel FSE 2007-2013 - enveloppe FSE quartiers sensibles - reprogrammation et attribution d'aide FSE**

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Monsieur LE PRESIDENT.- Mes chers collègues, j'ai manqué à tous mes devoirs. J'ai omis de vous présenter la personnalité qui se trouve à cet instant à ma droite. Il s'agit de M. Richard Didier.

M. Richard Didier a fait une double carrière dans sa vie. Il est mon nouveau Directeur de Cabinet. Il est géographe et spécialiste de l'aménagement urbain. Il a fait également une carrière préfectorale classique. Il a fait l'ENA... excusez-moi, pour ma part je ne l'ai pas fait, moi j'ai fait l'école communale de Saint Antoine !

Il a servi dans plusieurs cabinets ministériels. Il a servi sous le Président Chirac, sous le Ministre Baroin, comme Directeur de Cabinet. Il a été en poste à Bruxelles, à la Commission des Investissements Région. Il a été Préfet d'Auvergne et de la Région Centre.

Il a décidé de mettre ses compétences au service de notre collectivité puisqu'il a décidé de s'enraciner dans notre région, à Bandol très précisément. Nous l'accueillons très volontiers ici dans notre établissement public et en Provence puisque c'est une double renaissance en quelque sorte. Merci d'être à nos côtés.

16. FCT 016-26/06/14 CC - Approbation de la convention-cadre de partenariat 2014 avec le CNFPT

Monsieur LE PRESIDENT.- Je vais passer la parole à M. Giorgi qui rapporte les dossiers 16 à 28.

Monsieur GIORGI.- Avis favorable de la Commission avec une abstention du groupe Front National.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

17. FCT 017-26/06/14 CC - Approbation de la participation de Marseille Provence Métropole au Mondial "La Marseillaise à Pétanque" 2014 et approbation d'une convention

Monsieur GIORGI.- Avis favorable de la Commission avec une abstention du groupe Front National.

Monsieur LE PRESIDENT.- Le Front National ne semble pas aimer la pétanque. Qui est d'avis d'adopter ce rapport ?

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

18. FCT 018-26/06/14 CC - Location d'un espace pour la participation de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole à la Foire Internationale de Marseille - édition 2014.

Monsieur GIORGI.- Avis favorable de la Commission avec une abstention du groupe Front National.

Monsieur LE PRESIDENT.- Qui est d'avis d'adopter ce rapport ?

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

19. FCT 019-26/06/14 CC - Paiement de la cotisation 2014 à l'Association des Communautés urbaines de France

Monsieur LE PRESIDENT.- Les rapports 19 à 28 autorisent par le paiement de cotisations, la participation de MPM à diverses structures nationales pour ainsi bénéficier d'expertises, d'échanges et d'influences dans tous les champs de l'action territoriale.

Je mets aux voix les rapports n° 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28.

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

20. FCT 020-26/06/14 CC - Paiement de la cotisation 2014 à l'Association des Maires de Grandes Villes de France

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

21. FCT 021-26/06/14 CC - Paiement de la cotisation 2014 à l'association CUSMA

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

22. FCT 022-26/06/14 CC - Paiement de la cotisation 2014 à l'Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA)

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

23. FCT 023-26/06/14 CC - Paiement de la cotisation 2014 à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

24. FCT 024-26/06/14 CC - Paiement de la cotisation 2014 à l'association Française des correspondants à la Protection des Données à Caractère Personnel (AFCDP)

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

25. FCT 025-26/06/14 CC - Paiement de la cotisation 2014 à l'association des professionnels internet des collectivités territoriales (APRONET)

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

26. FCT 026-26/06/14 CC - Paiement de la cotisation 2014 à l'association Afigeo

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

27. FCT 027-26/06/14 CC - Approbation de l'adhésion à l'association "Territoires solidaires" et paiement de la cotisation 2014

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

28. FCT 028-26/06/14 CC - Paiement de la cotisation 2014 à l'Association Finances-gestion évaluation des collectivités territoriales (AFIGESE)

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

29. FCT 029-26/06/14 CC - Approbation de la politique générale de la commande publique

Monsieur LE PRESIDENT.- Le rapport 29 est particulièrement important. Il fixe les principes qui vont gouverner la commande publique à MPM.

Il s'agit de garantir la sécurité juridique et la pleine transparence de l'achat public, d'améliorer son efficacité et son efficience et ainsi, de réaliser de significatives économies (l'objectif est de réaliser 35 millions d'euros par an d'économies), et enfin de favoriser l'accès aux marchés publics de l'ensemble des entreprises et notamment des plus petites d'entre elles.

M. Royer-Perreaut demande la parole.

Monsieur ROYER-PERREAUT.- Merci.

Monsieur le Président, lors de votre discours inaugural, vous aviez indiqué votre volonté de faire de la politique de la commande publique un axe fort de votre mandature. Je note avec beaucoup de satisfaction que deux mois après votre prise de fonction, vous avez souhaité nous présenter un rapport qui fixe les orientations générales d'une politique de la commande publique, partant du principe que nous sommes bien convaincus, les uns et les autres (en tout cas je l'espère) que la maîtrise de la dépense publique passe par des règles claires en matière de commande publique.

Je dois bien reconnaître que ce qui nous a beaucoup interpellés lorsque nous avons pris connaissance des dossiers que nous avons à gérer, c'est que dans la troisième Communauté urbaine de France, nous manquions assez étonnamment d'une politique de la commande publique.

Mais le fait qu'aujourd'hui vous souhaitiez ce rapport qui définit les grandes orientations générales en ce domaine, qui n'est que le prélude à quatre rapports plus opérationnels que nous présenterons lors du prochain Conseil communautaire, montre qu'il y a une volonté réelle de pouvoir maîtriser la dépense publique.

Il est vrai que sous la précédente mandature, et j'en rends acte à votre prédécesseur, il y avait eu l'identification d'un besoin puisque le Président Caselli avait mandaté l'Inspecteur général Blanquefort pour réfléchir à ces questions et nous faire un certain nombre de propositions.

Ce rapport a été réalisé et la seule chose que nous puissions éventuellement regretter est qu'il n'ait pas été transcrit aussi rapidement. Je note que ce rapport a été remis il y a plus d'un an, voire un an et demi, et qu'il n'y avait pas réellement de mesures fortes prises au lendemain de la publication ou de la rédaction de ce rapport. Aujourd'hui, c'est chose faite et je m'en réjouis.

Que cela signifie-t-il, sous ce terme un peu technique ?

- Tout d'abord, mieux définir les besoins de manière à ce que les marchés publics soient mieux maîtrisés.

Je crois que c'est important, car aujourd'hui, il y a des marchés qui sont lancés par rapport à un besoin qui est constaté, par rapport à des demandes que nous, les élus, portons. Mais nous nous apercevons que quelquefois, les marchés ne sont pas forcément bien rédigés, que quelquefois, on fixe des objectifs de sur-qualité qui ne correspondent pas forcément aux besoins réellement exprimés soit par les élus, soit quelquefois par les services.

Nous avons nécessité de faire en sorte que les marchés soient mieux anticipés, ce qui n'est pas forcément le cas. Nous avons eu encore dans un passé très récent depuis ma prise de fonction, le cas de marchés arrivés au maximum de leur date d'expiration, que

nous relançons. Et comme nous sommes dans des délais très contraints et très courts, parfois les entreprises ont un peu tendance à vouloir gonfler la facture. Là encore il y avait matière à mieux anticiper les marchés.

- Deuxième chose : une meilleure gestion de la fonction achat.

Sans doute avons-nous besoin d'avoir une politique de mutualisation des achats quand c'est possible, mais aussi de meilleure estimation des marchés.

Ce qui me surprend, c'est que certaines Directions estiment les marchés de manière très correcte au prix du marché et d'autres ont tendance à un peu surévaluer les estimations, ce qui peut avoir aussi des incidences sur la dépense publique.

Là aussi, il y a nécessité d'une meilleure maîtrise et meilleure gestion de la fonction achat. C'est la raison pour laquelle, et vous le disiez dans votre discours inaugural, la nécessité de mettre en place un observatoire des prix. Cela existe par exemple chez nos collègues de la Communauté urbaine de Nice. Nous allons le mettre en place ici pour que ce soit une source d'appui aux services pour mieux estimer les prix des marchés publics.

- Troisième élément : favoriser l'accès des marchés aux PME.

Ce que nous souhaitons, et là je pense que nous serons tous d'accord, que ce soit le Maire de Marseille ou les Maires de l'ensemble de la Communauté urbaine, c'est aider les TPE et les petites PME qui sont sur notre territoire à accéder à nos marchés publics. C'est favoriser les procédures, les alléger, tout en restant dans le respect de la réglementation, cela va de soi, mais il y a aussi la possibilité de faire dématérialiser un certain nombre de dossiers qui peuvent faciliter les choses.

- Quatrième élément : la réception des travaux.

On commande des travaux, on les réalise, il faut s'assurer que les travaux réceptionnés sont bien conformes à la commande publique initiale. Là, il y a aussi matière à faire les choses et je pense très sincèrement qu'il est nécessaire que les élus soient dans la boucle au moment de la réception, car c'est nous qui généralement commandons, faisons état d'un besoin. C'est nous qui exprimons la qualité du service que l'on souhaite avoir et c'est nous qui sommes en première ligne lorsque les travaux ont mal été faits ou ne correspondent pas à ce qui avait été initialement imaginé. Là, je pense qu'il y a nécessité, pour les Maires des communes et, à Marseille, pour les Maires d'arrondissements – car il est évident que ce n'est pas le Maire de Marseille qui va pouvoir réceptionner tous les travaux dans la commune – que nous soyons en capacité de mieux les associer de façon à avoir un regard beaucoup plus pointu sur les attentes.

Et enfin, une charte de déontologie s'appliquera aussi bien aux fonctionnaires qui auront à traiter ces questions qu'aux élus qui siègent dans les Commissions d'Appels d'Offres ou autres. Car là aussi, je pense que le devoir d'exemplarité doit nous animer tous. Je pense qu'au-delà de ce côté très technique, cela a une réelle incidence politique, cela a une réelle incidence sur la maîtrise des coûts.

On a bien entendu dans le débat tout à l'heure qu'il y avait une volonté, compte tenu du contexte économique que nous rencontrons et du contexte budgétaire qui est le nôtre spécifiquement dans cette collectivité, une nécessité de mieux maîtriser les coûts.

Cela passe par des décisions politiques que vous avez prises, Monsieur le Président, en réduisant d'une part les investissements, en réduisant en partie le fonctionnement, mais nous savons tous que cela ne sera pas suffisant. Nous devons avoir une politique qui change les fondamentaux structurels dans l'approche de la commande publique sur le moyen et le long terme et je pense que cette délibération nous y aidera.

Je voudrais enfin, et j'en terminerai par là, avoir une lecture un peu plus politique de cette volonté que vous manifestez. Je note tout simplement, mes chers collègues, que

lorsque le Président Teissier a pris la parole quelques instants après son élection, il a fait état de grandes orientations.

La première, c'était mieux maîtriser la dépense publique et je pense que par les décisions que nous avons prises, soit par les Conseils précédents ou par le Conseil actuel, nous pouvons dire que l'orientation énoncée est en train de se réaliser.

Deuxièmement, il a fait état de son souhait d'engager un certain nombre de travaux structurants, je pense notamment, mon cher collègue Bruno Gilles, à la requalification du Jarret, cela va être dans l'ordre du jour aujourd'hui. Vous avez fait état de votre volonté de relancer le dossier du Boulevard Urbain Sud, nous lançons la concertation préalable demain. Vous avez fait état de votre volonté d'avoir une véritable politique en matière de propreté, la presse s'en est fait écho aujourd'hui, mais un Conseil communautaire lui sera dédié le mois prochain.

Tout cela pour dire qu'on peut noter et être fiers au sein de cette majorité et de cet hémicycle que les engagements que vous avez pris, qui font partie des engagements et des priorités de notre politique soient en train d'être réalisés. En cela, au nom de l'ensemble du groupe, et je sais que je me fais l'interprète de la Présidente du groupe, nous tenions à vous en remercier.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT. - Merci beaucoup.

Monsieur Royer-Perreaut, vous avez développé quatre points de manière très claire et très didactique. Je voudrais, si vous me permettez, en rajouter un cinquième. Je pense que vous allez tout de suite comprendre de quoi je parle.

Nous investissons les uns et les autres beaucoup d'argent dans nos communes. Nous essayons, c'était vrai par le passé et cela continuera à l'être demain, de faire beau. Vous avez bien compris que ma pensée, c'est de continuer à faire beau, mais de faire moins cher et donc d'ouvrir le marché au plus grand nombre, de contrôler la dépense publique, d'avoir un observatoire de prix, de faire travailler les petites entreprises, etc. pour améliorer la rentabilité de nos travaux et de nos réseaux.

Mais il y a quelque chose qui m'exaspère en tant qu'élu, et je pense que vous allez le partager. Notre stupéfaction est de constater qu'après avoir fait des travaux parfois somptueux dans nos communes, trois mois, six mois après, les services concédés arrivent, creusent des trous et viennent défaire tout ce qui a été fait. Là où il y avait des dalles de marbre, on met une couche de bitume noir ! Là où il y avait des pavés, on met du bitume ! Ce qui a été fait magnifiquement, devient minable à peine terminé.

Alors que tous nos concitoyens sont ravis de voir les travaux effectués, les services concédés, par négligence ou parce que la plupart du temps, les travaux sont sous-traités à des entreprises, interviennent après qu'on ait fait les travaux.

Je l'ai fait remarquer au Directeur Général des Services, je l'ai dit aux Directeurs de Pôle également. Ce n'est plus possible. Il faut que les services concédés passent avant que nous effectuions les travaux. Malgré les efforts que nous faisons et malgré les sommes qui sont investies, on a l'impression que l'on ne maîtrise pas et que ce qui est beau est dégradé très vite, d'une manière incompréhensible par nos concitoyens et parfois par nous-mêmes et nous en sommes quelque part un peu responsables.

Il faudra, là aussi, Monsieur Royer-Perreaut, que nous soyons très vigilants et que les services concédés interviennent avant les travaux et non *a posteriori*, d'autant qu'après, nous avons toutes les peines du monde pour les faire revenir sur ces travaux.

Monsieur POGGIALE. - Monsieur le Président, quelques réflexions à propos de cette délibération.

Notre Communauté urbaine est un acteur économique important, mieux définir les principes qui doivent gouverner à la commande publique de MPM est une bonne idée ; de même que la mise en place d'un observatoire des prix des marchés publics.

Avec une dépense de 500 millions d'euros par an, elle a un impact économique et social sur notre territoire, un impact financier évident sur nos budgets.

Les mots ne manquent pas pour cerner les objectifs dans cette délibération :

« Une commande publique performante, sécurisée, durable et solidaire visant à intégrer la triple exigence de promotion de l'emploi ; de protection de l'environnement et de la santé ; de respect des droits fondamentaux et de recherche de relations économiques optimisées entre Marseille Provence Métropole et ses fournisseurs ».

Nous prenons donc rendez-vous sur les quatre rapports à venir pour étayer tous ces aspects de la commande publique.

Car pour le moment, le seul souci – légitime –, après l'exposé de M. Royer-Perreaut, du rapport tient dans la « *rationalisation des dépenses* » vue par « *l'économie budgétaire et la réduction des coûts* »... « *la chasse aux gaspils des surcoûts estimés ou réels, des sur-qualités suivant la localisation des chantiers* ».

Permettez-moi une parenthèse sur ce dernier aspect de sur-qualité d'après ce que j'ai pu lire dans la presse et qui a visiblement été repris en Commission.

Il serait absurde de traiter tous les chantiers d'une manière uniforme concernant le choix des matériaux sans tenir compte des usages, certes, mais il deviendrait discriminatoire d'introduire une échelle de comportements dans le droit à la qualité et la beauté de l'espace public, pour un même usage, suivant qu'on habite dans tel quartier ou telle commune plus ou moins structurés socialement et culturellement.

Cette parenthèse étant refermée, Monsieur le Président, un dernier mot sur le groupement des commandes.

Avec d'autres collectivités pour certains cas comme le renouvellement de nos rames de métro qui sont un matériel spécifique, cela peut s'avérer d'un intérêt économique non négligeable pour les collectivités.

Par contre, il peut y avoir le risque d'une moins grande transparence dans d'autres cas et d'éloignement des élus d'une responsabilité particulière liée au contrôle de la quantité et de la qualité de la dépense publique.

D'ailleurs leur travail s'est trouvé très amoindri par l'application en mai 2009 de la multiplication par 25 du seuil des MAPA, qui est passé de 200.000 euros à 5 millions d'euros, sous prétexte de simplification et de fluidité des marchés.

En relisant le compte rendu de cette séance du 11 mai 2009, j'observe que nous avons été bien seuls à cette époque pour soulever quelques réserves dans cette modification radicale voulue par le gouvernement de M. Sarkozy.

Avec ce nouveau seuil, plus de 90% des marchés ne passaient plus en Commission d'appel d'offres, sauf pour information dans quelques cas, avec pour conséquence une absence de contrôle en amont, de l'intégration dans les cahiers des charges, des clauses d'insertion sociale et de la notion du mieux-disant.

Si vous voulez introduire à juste titre la présence in fine des élus dans la livraison des chantiers, il y a certainement quelque chose à modifier en amont.

Pour toutes ces raisons, Monsieur le Président, nous voterons cette délibération de principe ; mais nous la voterons les yeux bien ouverts sur les quatre rapports qui vont suivre.

Il ne faudra pas que cela soit une nouvelle occasion manquée - ou qu'on ne veut pas saisir - de mettre en relation le plus possible la maîtrise budgétaire et les critères d'emploi, de formation, de réponses aux besoins sociaux, écologiques et culturels que devrait porter la commande publique dans l'accomplissement de ces missions au service de l'intérêt général.

Merci Monsieur le Président.

Monsieur LE PRESIDENT.- Vous dites à peu près, avec d'autres mots, ce que nous pensons. Il n'y a pas de différence fondamentale. Et n'oubliez pas, mais c'est un peu répétitif dans votre discours, qu'il puisse y avoir deux poids et deux mesures selon que l'on habite à un endroit ou à un autre, une ville ou une autre. Ce n'est pas du tout ce que nous pensons et vous le savez très bien d'ailleurs. Vous agissez peut-être en veilleur pour dire *attention*.

De toute façon, les choses se font avec vous. Elles ne se font pas contre vous. Mais il n'est pas forcément nécessaire de faire les mêmes équipements dans certains lieux que dans d'autres. Il y a certains endroits plus emblématiques. Tous les Maires ont leur mot à dire. Ce n'est pas simplement qu'une politique d'économie, c'est une politique consistant à faire mieux avec moins. C'est cela que nous disons. Nous allons faire des économies, car l'argent public, c'est l'argent du peuple, mais ça, vous devriez le savoir. Nous sommes comptables des deniers publics et nous ne devons pas – je dis cela d'une manière générique, je ne stigmatise personne ici – jeter l'argent par les fenêtres, si vous me permettez cette expression populaire. Il faut donc que l'argent soit bien utilisé, tout simplement. C'est ce que nous disons et nous ne disons rien d'autre.

C'est un peu ce que vous avez repris et j'apprécie d'ailleurs que vous votiez ce rapport, car il va dans le bon sens pour tous puisque c'est de l'argent public dont il s'agit et dont nous sommes comptables mes chers collègues.

Monsieur MAGRO.- Juste une phrase, Monsieur le Président, au sujet de votre cinquième point sur les interventions inconsidérées des services concédés *a posteriori*.

Le vieil élu local que je suis...

Monsieur LE PRESIDENT.- Non, ancien...

Monsieur MAGRO.- Absolument... sénior, comme vous d'ailleurs...

Je me permets de penser que la multiplication des opérateurs, des filiales et d'une manière générale la déréglementation ont rendu les procédures beaucoup plus compliquées. Lorsqu'on décide par exemple que l'on n'ouvre plus une voie pendant cinq ans, quand il n'y avait que France Télécom, c'était plus simple que lorsqu'il y a tous les autres. C'est vrai pour le gaz, pour l'électricité.

Je pense que la situation que vous soulevez à juste titre n'était pas sans rapport avec la dérive néolibérale de notre société. Je pense que vous serez d'accord.

Monsieur LE PRESIDENT.- Service public, quand tu nous tiens !

Monsieur COULOMB.- Nous ne pouvons qu'être d'accord avec ce type de délibération bien entendu puisqu'elle va dans le bon sens, dans un complément indispensable pour la rigueur budgétaire que tout le monde souhaite ici.

Néanmoins, permettez-moi, au nom de mon groupe, de rester attentif aux quatre délibérations qui viendront préciser, car de mon point de vue, il faut que les actions qui vont être conduites soient particulièrement ciblées pour que ce genre de délibération ne reste pas un vœu pieux.

À titre personnel, je dirai simplement que je suis un peu réservé sur la notion de bibliothèque des prix qui me paraît être plus un fantasme de ceux qui n'ont jamais œuvré dans le secteur marchand qu'une véritable réalité économique. Car tout le monde sait que

dans l'économie de marché qui est la nôtre aujourd'hui, ce qui vaut 100 à tel endroit aujourd'hui peut valoir 50 dans un autre endroit demain, car c'est le marché qui régule les prix et non pas une espèce de vérité établie qui existe.

Nous voterons favorablement cette délibération.

Monsieur LE PRESIDENT.- La pire des choses serait de ne rien entreprendre et je ne vois pas pourquoi cela fonctionnerait ailleurs et pas chez nous. Donc nous allons essayer, et vous verrez que nous allons réussir.

Monsieur CATANEO.- Monsieur le Président, mes chers collègues, mon groupe constate que dans ce rapport, intrinsèquement, il y a un réel effort pour aller dans le bon sens, dans le sens d'une économie de coût ainsi qu'un soutien et une participation dans la commande publique des TPE, PME. C'est pourquoi, avec une vigilance quant à son application future, notre groupe votera favorablement ce rapport. Merci.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Cela valait une intervention, merci Monsieur Catanéo.

Je soumetts à votre approbation ce rapport qui, semble-t-il, fait l'unanimité avec beaucoup de vigilance. Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION PROPRETÉ ENVIRONNEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Lapeyre, la Commission « Propreté, Environnement, Développement Durable » s'est réunie le jeudi 19 juin, pouvez-vous nous faire un compte rendu de ses travaux ?

Monsieur LAPEYRE.- Monsieur le Président, chers collègues, merci de me donner la parole. Sur les 16 rapports qui ont été présentés aux élus appartenant à notre Commission, 14 ont recueilli un avis favorable à l'unanimité des votants. Le groupe Pour un Territoire Solidaire a exprimé une réserve de vote sur les rapports n°32 et 34. Il y a un rapport que nous n'avons pas voté, car c'est une présentation du rapport annuel pour le développement durable de la Communauté urbaine pour l'année 2013. C'est uniquement une présentation donc il n'y a pas lieu de voter. Il y a eu une abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine sur le rapport n°44 et une réserve de vote de M. Jacquier.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je vous remercie.

Monsieur Le Disses, rapporteur des dossiers 30 à 31, avez-vous quelque chose à ajouter ?

Monsieur LE DISSES.- Non.

Je mets aux voix les rapports n° 30 et 31.

30. PEDD 001-26/06/14 CC - Présentation du Rapport annuel pour le Développement Durable de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole pour l'année 2013

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

31. PEDD 002-26/06/14 CC - Participation de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole au fonctionnement du Syndicat mixte de préfiguration du Parc naturel régional de la Sainte-Baume

Le rapport est adopté à l'unanimité

Monsieur LE PRESIDENT.- Les rapports 32 à 38 concernent la gestion de l'Eau et de l'Assainissement et sont liés pour certains d'entre eux à la mise en place des nouvelles délégations de Service Public.

M. Giberti, le rapporteur n'est pas là. Y a-t-il des interventions ?

S'il n'y en a, pas je sou mets à votre approbation les rapports n°32, 33, 34, 35, 36, 37, 38.

32. PEDD 003-26/06/14 CC - Actualisation des tarifs communautaires de l'eau

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Votes contre de Mme Djambaé et de M. Zéribi

33. PEDD 004-26/06/14 CC - Aménagements de la tarification de l'eau potable à Gémenos (Village).

Le rapport est adopté à l'unanimité

34. PEDD 005-26/06/14 CC - Approbation des conventions types de vente d'eau brute et de vente d'eau potable

Le rapport est adopté

Abstentions de Mme Djambaé et de M. Zéribi

35. PEDD 006-26/06/14 CC - Approbation de la déclaration de projet relative à la création d'une galerie d'adduction d'eau potable dite "Galerie des Janots" à Cassis et La Ciotat.

Le rapport est adopté à l'unanimité

36. PEDD 007-26/06/14 CC - Dégrèvement de la part communautaire sur deux factures d'eau de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille (APHM) suite à une fuite sur le réseau

Le rapport est adopté à l'unanimité

37. PEDD 008-26/06/14 CC - Assainissement : Approbation de la tarification des produits extérieurs

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

38. PEDD 009-26/06/14 CC - Approbation d'une convention avec le Conservatoire du Littoral, la commune d'Ensuès-la-Redonne et l'Office National des Forêts relative à la mise en place d'une station de refoulement à Ensuès-la-Redonne

Le rapport est adopté à l'unanimité

Monsieur LE PRESIDENT.- Les rapports n° 39 à 44 sont relatifs au traitement des déchets. Madame Cordier, rapporteur de ces dossiers avez-vous quelque chose à ajouter. Le rapport n°45 a été retiré.

Madame CORDIER.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ces rapports.

39. PEDD 010-26/06/14 CC - Admission en non-valeur de créances irrécouvrables au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets de l'exercice 2013

Le rapport est adopté à l'unanimité

40. PEDD 011-26/06/14 CC - Attribution d'une subvention au Comité Départemental des Bouches-du-Rhône de la Ligue Nationale contre le Cancer

Le rapport est adopté à l'unanimité

41. PEDD 012-26/06/14 CC - Approbation de redevances d'occupation du domaine public pour l'implantation de conteneurs de récupération de textiles sur le territoire communautaire.

Le rapport est adopté à l'unanimité

42. PEDD 013-26/06/14 CC - Renouvellement de la demande de subvention pour le financement de la mise en place de composteurs collectifs et individuels sur le territoire de Marseille Provence Métropole

Le rapport est adopté à l'unanimité

43. PEDD 014-26/06/14 CC - Approbation d'une convention à titre gratuit avec la société Screlec pour le transport, le tri et le traitement des piles et batteries dans les déchèteries communautaires.

Le rapport est adopté à l'unanimité

44. PEDD 015-26/06/14 CC - Paiement de la cotisation annuelle 2014 à l'association Amorce

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

45. PEDD 016-26/06/14 CC - Approbation d'une convention avec la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Étoile (CAPAE) et le Service d'Assainissement Marseille Métropole relative au raccordement du réseau d'assainissement de la CAPAE à la station d'épuration de Marseille

Monsieur LE PRESIDENT.- Ce rapport est retiré.

COMMISSION DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS MÉTROPOLITAINS

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Roger, la Commission « Développement des Transports Métropolitains » s'est réunie le jeudi 19 juin.

Pouvez-vous nous faire un compte rendu de ses travaux ?

Madame ROGER.- Il y a eu un avis favorable unanime de la Commission sur les sept rapports. Un rapport a été retiré. Il y a eu une abstention du groupe Front National pour les rapports n°46 et 51.

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Assante, rapporteur de ces dossiers, avez-vous quelque chose à ajouter ?

Monsieur ASSANTE.- Je n'ai rien à ajouter.

46. **DTM 001-26/06/14 CC - Approbation de l'avenant n°2 au contrat de concession n° 91/354 avec SPS Q.Park pour les parkings Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

47. **DTM 002-26/06/14 CC - Approbation du tarif de la redevance d'occupation des abris voyageurs BHNS du réseau de transport en commun de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole**

Monsieur LE PRESIDENT.- Ce rapport est retiré.

48. **DTM 003-26/06/14 CC - Approbation d'une convention de partenariat avec la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix pour la réalisation d'une étude déplacement dans le cadre du projet Henri Fabre**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je souligne l'intérêt du rapport n°48 qui met en œuvre une convention de partenariat entre la Communauté d'agglomération d'Aix et notre Communauté. Vous voyez que tout marche bien entre Aix et Marseille.

Il s'agit là d'une heureuse préfiguration de ce que peut être l'avenir métropolitain.

Je soumetts à votre approbation les rapports n° 48, 49, 50, 51 et 52.

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

49. **DTM 004-26/06/14 CC - Approbation de l'avenant n°2 à la convention relative à la mise en œuvre de Pass transport intermodaux dits alternatifs sur les axes Aix-Marseille et Marseille-Aubagne**

Le rapport est adopté à l'unanimité

50. DTM 005-26/06/14 CC - Approbation de l'avenant n°8 à la Délégation de Service Public pour l'exploitation du transport collectif de voyageurs de La Ciotat et de Ceyreste

Le rapport est adopté à l'unanimité

51. DTM 006-26/06/14 CC - Paiement de la cotisation annuelle 2014 auprès du Groupement des Autorités Responsables des Transports (GART)

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

52. DTM 007-26/06/14 CC - Paiement de la cotisation 2014 à l'association AGIR Transport

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

53. DTM 008-26/06/14 CC - Approbation du principe d'aménagement d'un parking relais provisoire sur le site Montfuron à Marseille (9e arrondissement)

Monsieur LE PRESIDENT.- Le rapport n° 53 acte le principe de la réalisation d'un parking relais à proximité de la station de métro Sainte-Marguerite Dromel, cela permettra de limiter le stationnement anarchique et dangereux dans ce secteur et d'améliorer l'accessibilité et donc l'utilisation de cette station.

Je vous signale qu'il s'agit d'un ancien terrain militaire qui a été acquis dans un premier temps par la Ville de Marseille et ensuite par MPM. Il devrait permettre la création d'un parc de stationnement d'environ 600 places, ce qui permettra de désengorger le quartier de Sainte Marguerite Dromel qui est complètement asphyxié depuis des années.

Si le Président de la RTM souhaite dire un mot à ce sujet, il a la parole.

Monsieur TOMMASINI.- Monsieur le Président, mes chers collègues, je me félicite de voir enfin arriver ce rapport pour ce quartier. Cela conforte la volonté que vous avez exprimée lors de votre prise de fonction ici à la Communauté urbaine pour développer l'axe Nord-Sud.

Nous présentons aujourd'hui un des premiers éléments de cet axe avec la création, sur l'ancien terrain militaire de Montfuron, d'un parking relais qui va nous permettre, j'en suis convaincu, dans un premier temps de fluidifier la circulation et de libérer l'espace du quartier Dromel qui est complètement asphyxié par rapport aux véhicules qui viennent de la vallée de l'Huveaune, de la Rouvière, des hôpitaux Sud et par le boulevard de Sainte Marguerite, mais surtout la réalisation d'un vrai parking relais sur un futur pôle multimodal géré par la RTM, en vue de l'aménagement du futur Boulevard Urbain Sud.

Malgré ce que j'ai pu entendre ce matin concernant le développement, vous démontrez, avec toutes ces mesures, que vous favorisez l'utilisation des modes doux dans cette ville et que vous avez un axe de développement dans ce sens.

Je vous en remercie.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je souhaiterais confier en gestion ce parking et instaurer, pour favoriser les transports en commun et notamment le métro qui est vraiment à deux pas, un système parking / bus, c'est-à-dire qu'avec l'achat du ticket de bus, on a la gratuité du parking. C'est le système qu'il faut pour que nos concitoyens abandonnent la voiture, en tout cas, un certain temps. Je voudrais également que ce soit un parking

écologique qui permette l'absorption de l'eau de pluie. Nous laisserons des couloirs de verdure pour que la terre s'imprègne de l'eau qui tombe du ciel.

Madame GHALI.- Je souhaiterais une précision. Le système dont vous parlez, c'est-à-dire ticket bus / parking, sera-t-il adaptable sur l'ensemble de la Communauté urbaine ?

Monsieur LE PRESIDENT.- C'est un début et comme on disait à une certaine époque, continuons le combat.

Madame GHALI.- Il ne faut qu'il y ait de disparités.

Monsieur LE PRESIDENT.- On ne fait pas de disparités, Madame Ghali. Ce n'est pas la peine de faire un débat là où il n'existe pas !

Madame GHALI.- Je vous dis simplement que si une politique doit être menée, elle doit être la même pour tout le monde ! J'espère que l'on ne va pas voir ici que des projets du 9e arrondissement !

Monsieur LE PRESIDENT.- On ne fait pas de débat. On crée un parking, on va le créer comme ça. Que vous déploriez que cela n'ait pas été fait comme cela précédemment, peut-être, mais cela existe déjà ailleurs. À ce propos, M. Assante va vous l'expliquer.

Monsieur ASSANTE.- Monsieur le Président, vous avez bien raison de préciser les choses. Il n'y a pas de débat lorsque les parkings sont associés par la gestion à la RTM. Tous les parkings RTM bénéficient du Pass transport qui fait que la gratuité des parkings est offerte à tous ceux qui se servent du transport collectif auquel ils sont liés. Il n'y a aucune raison que cela change à l'avenir et tous les parkings liés à la gestion de la RTM appliqueront les mêmes bases, quel que soit le secteur, quel que soit l'arrondissement, quel que soit le périmètre.

Se pose la question des parkings qui ne sont pas liés à la RTM, qui ne sont pas liés au mode de transport collectif qui va avec. Nous étudions la possibilité de voir si, à l'avenir, d'autres parkings pourraient être associés à cette formule ou si de nouveaux parkings pourront être créés demain dans ces conditions.

Mais à ce jour, tout ce qui est effectué sous la gestion de la Communauté urbaine, délégué à la RTM bénéficie de cet avantage quel que soit le secteur où il se trouve à Marseille et dans tous ceux des communes gérés par la RTM et de nombreuses communes en font partie (Septèmes-les-Vallons, Allauch, Plan-de-Cuques).

Ne variatur en la matière. Au contraire, continuons à avancer sur ce qui fonctionne bien.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci de cette précision.

Monsieur ZERIBI.- Monsieur le Président, mes chers collègues, précision sur précision, car ce que vient de dire Robert Assante n'est pas tout à fait vrai. Aujourd'hui, avec un ticket de bus, vous n'avez pas accès gratuitement au parking de la RTM. C'est ce que vous avez évoqué pour ce cas de figure. Vous y avez droit lorsque vous êtes abonné. Mais un ticket de bus, ce n'est pas un abonnement.

En l'occurrence, Samia Ghali posait justement la question de cette dérogation sur ce parking qui pourra être accessible gratuitement par un ticket de bus, Monsieur Assante et pas par un abonnement.

Monsieur LE PRESIDENT.- C'est moi qui ai dit « ticket de bus », à tort.

Monsieur ZERIBI.- Monsieur le Président, il y a aujourd'hui 90 000 abonnés à la RTM. Ces 90 000 abonnés bénéficient de la gratuité sur les parkings RTM. Mais il y a 400 000 titulaires d'une carte qu'ils rechargent et 600 000 voyageurs par jour sur le réseau, pour votre information.

Si vous voulez que les 600 000 voyageurs / jour aient accès aux parkings, il va falloir encore une bonne vingtaine de parkings, sinon, vous allez pénaliser les abonnés, ceux que nous avons fidélisés et auxquels il était normal que nous donnions la priorité dans l'accès aux parkings, puisqu'il n'y en a que sept.

Donc la question qui se pose à nous aujourd'hui, c'est le développement des parkings pour permettre à un segment beaucoup plus large de ceux qui empruntent un transport en commun de pouvoir bénéficier de la gratuité. Mais tant que nous n'aurons pas cette politique de développement des parkings, je pense qu'il sera malgré tout nécessaire de prioriser la fidélisation et donc ceux qui ont aujourd'hui un abonnement.

Si ceux qui ont un abonnement ne trouvent pas de places dans les parkings gérés par la RTM, je pense que nous serions *a contrario* de l'incitation positive que nous devons mettre en œuvre.

Monsieur LE PRESIDENT. - Mais nous ne marcherons pas dans ce sens-là.

Madame Ghali, je voudrais d'ailleurs vous dire que le prolongement du métro de Bougainville à Capitaine Gèze prévoit aussi un parking et il fonctionnera de la même façon.

Monsieur ASSANTE. - L'ancien Président de la RTM cherche la polémique. Il est bien évident que les propos que je viens de tenir s'inscrivent pour ceux qui sont abonnés et bénéficient de l'ensemble de la prestation de la RTM.

Celui qui prend un ticket ponctuellement ne bénéficie pas de ces avantages. Il faudrait si on l'ouvre à la totalité de ceux qui prennent un ticket, non pas créer deux ou trois parkings supplémentaires, mais une trentaine, voire une quarantaine de parkings.

L'abonné bénéficie de tous les avantages et a, à ce titre, la possibilité d'avoir un parking sécurisé fermé. Il faut en faire davantage. C'en est un. C'est une bonne initiative, on va continuer à le faire par ailleurs.

Je pense même que sur certains endroits où l'on a des pôles multimodaux, sur lesquels on pourra fonctionner avec la RTM, on ne va pas rester sur ce que vous aviez établi, mais au contraire agrandir certains parkings qui sont, me semble-t-il, porteurs d'avenir.

Lorsque des bonnes choses ont été réalisées par le passé, nous les conservons, nous les améliorons. Et quand certaines choses n'ont pas été suffisamment bien faites, nous les amendons pour les améliorer. Mais aujourd'hui, cela fonctionne bien, nous restons dans cette définition et au contraire, nous augmentons le dispositif à égalité sur tout le territoire couvert par la RTM.

Monsieur ROYER-PERREAUT. - Monsieur le Président, je trouve que Karim Zéribi est merveilleux. En fait, il nous demande de faire ce que lui n'a pas fait. C'est quand même assez merveilleux. En tous les cas, merci Monsieur Zéribi de confirmer que vous êtes plus utile quand vous êtes dans l'opposition que quand vous êtes dans la majorité.

Ce que je souhaitais dire, c'est que bien évidemment nous avons nécessité sur cette commune, mais pas seulement, sur l'ensemble du territoire de Marseille Provence Métropole, d'avoir une véritable politique de gestion du stationnement et de gestion des parkings.

Certes, il faut des parkings multimodaux là où nous avons du transport en commun que ce soit le métro, le tramway ou que ce soit le Boulevard Urbain Sud car justement, avec la relance des travaux sur le Boulevard Urbain Sud, vous n'êtes pas sans savoir que nous allons aussi y créer du parking relais pour éviter que les voitures ne pénètrent dans la ville.

Si on veut être vraiment complet et avoir une politique en ce domaine, il faut avoir une politique incitative et coordonnée sur les parkings, que ce soit les parkings en ouvrage ou les parkings en surface.

Nous devons effectivement faire en sorte que le parking en surface soit plus cher que le parking en ouvrage et que le parking en ouvrage ait un tarif progressif au fur et à mesure que nous rentrons dans le centre-ville. Plus les parkings sont en périphérie moins ils sont chers, plus ils sont en cœur de ville, plus ils sont chers. C'est cette politique que nous devons faire, c'est cette politique que nous allons faire et que vous n'avez pas réussi à faire ou voulu réaliser !

Pour ma part, effectivement, je suis intimement convaincu qu'il y a nécessité d'avoir une véritable politique en ce domaine, qu'elle soit couplée avec une politique de transports en commun audacieuse. Nous avons bien compris que, grâce à Robert Assante et Maxime Tommasini, nous allons enfin pouvoir avoir une politique en ce domaine et nous aurons, ce qui est peut-être une nouveauté avec cette majorité, enfin des élus qui connaissent les dossiers et les défendent plutôt que de faire de grandes déclarations d'intention.

Monsieur LE PRESIDENT.- Le débat est clos.

Je sou mets à votre approbation le rapport n°53.

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI

Monsieur LE PRESIDENT.- Nous passons aux rapports n°54 à 61 qui concernent les différentes interventions économiques de Marseille Provence Métropole, à travers les ZAC communautaires, les aides aux entreprises ou les projets structurants, comme le projet Henri Fabre.

J'ai d'ailleurs eu le grand plaisir d'inaugurer en votre nom, accompagné de M. Le Dissès, le projet d'une entreprise marseillaise qui va s'installer sur le projet Henri Fabre avec 16 000 m² de hangar. Elle créera 24 à 25 emplois sur le site et rapatrie sur Marignane ses 600 employés de Marseille. Elle était depuis 1921 sur Marseille.

Monsieur Boré, rapporteur des dossiers 54 à 56, avez-vous quelque chose à ajouter ?

Monsieur BORE.- Il y a eu un avis favorable à la majorité de la Commission puisqu'il y a eu quelques abstentions sur des rapports présentés.

Monsieur LE PRESIDENT.- S'il n'y pas de demande d'intervention, je sou mets les rapports n°54, 55 et 56 à votre approbation.

54. DEV 001-26/06/14 CC - Approbation de la déclaration de projet sur l'intérêt général de la Zone d'Aménagement Concerté d'Empallières à Saint-Victoret

Le rapport est adopté à l'unanimité

55. DEV 002-26/06/14 CC - Demande d'ouverture conjointe de l'enquête d'utilité publique et de l'enquête parcellaire pour la Zone d'Aménagement Concerté des Aiguilles à Ensues-la-Redonne

Le rapport est adopté à l'unanimité

56. DEV 003-26/06/14 CC - Participation de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole à la mission de préfiguration du projet Henri Fabre - Approbation d'une convention

Le rapport est adopté à l'unanimité

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Orgeas, rapporteur des dossiers 57 à 59, avez-vous quelque chose à ajouter ?

Monsieur ORGEAS.- Avis favorable de la Commission.

57. DEV 004-26/06/14 CC - Approbation de l'avenant n°1 à la convention conclue avec l'entreprise Jaguar Network pour l'abondement d'une aide financière

Le rapport est adopté à l'unanimité

58. DEV 005-26/06/14 CC - Approbation de l'avenant n°1 à la convention conclue avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône pour l'abondement d'une aide financière à Jaguar Network

Le rapport est adopté à l'unanimité

59. DEV 006-26/06/14 CC - Paiement de la cotisation 2014 à l'association Entreprises et Territoires d'Avenir

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

60. DEV 007-26/06/14 CC - Paiement de la cotisation 2014 à l'association Observatoire Immobilier Provence

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Boré, pas d'opposition sur le rapport n°60 ?

Monsieur BORE.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

61. DEV 008-26/06/14 CC - Paiement de la cotisation 2014 à l'association Provence Promotion.

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Orgeas, pas d'opposition sur le rapport n°61 ?

Monsieur ORGEAS.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

COMMISSION AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE COMMUNAUTAIRE

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Sauvayre la Commission « Aménagement de l'Espace Communautaire » s'est réunie le mercredi 18 juin. Pouvez-vous nous faire un compte rendu de ses travaux ?

Monsieur SAUVAYRE.- Monsieur le Président, chers collègues,

Il n'y a pas eu de problème majeur lors de cette Commission, les quatre rapports ont été approuvés, trois à l'unanimité et un à la majorité.

Néanmoins, nous avons enregistré certaines remarques de nouveaux élus issus de villes sur lesquelles le POS s'appliquait encore, remarques qui portaient sur un souci d'information marqué. Je pense donc, avec mes Vice-présidents et les services concernés, organiser une réunion spécifique sur le PLU et notamment l'arrivée du PLU intercommunautaire. La date sera fixée ultérieurement merci.

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Caradec, rapporteur de ces dossiers avez-vous quelque chose à ajouter ?

Madame CARADEC.- Non.

62. AEC 001-26/06/14 CC - Plan Local d'Urbanisme de Ceyreste - Approbation de la modification n°2.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je soumetts à votre approbation ce rapport.

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

63. AEC 002-26/06/14 CC - Avis de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sur le projet de mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols de Saint-Victoret dans le cadre de la déclaration d'utilité publique de la Zone d'Aménagement Concerté d'Empallières

Monsieur LE PRESIDENT.- Je soumetts à votre approbation ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

64. AEC 003-26/06/14 CC - Approbation d'une demande de subvention pour une consultation relative à la politique foncière de Marseille Provence Métropole

Monsieur LE PRESIDENT.- Je soumetts à votre approbation ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

65. AEC 004-26/06/14 CC - Attribution d'une subvention à la Soléam pour la requalification d'un tronçon de l'avenue des Pâquerettes dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte-Marthe, à Marseille 14e arrondissement et approbation d'une convention.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je soumetts à votre approbation ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION VOIRIE ET SIGNALISATION

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Guigui, la Commission « Voirie Signalisation » s'est réunie vendredi 20 juin. Pouvez-vous nous faire un compte rendu de ses travaux ?

Monsieur GUIGUI.- Sur les six rapports présentés à cette Commission, quatre ont recueilli un avis favorable à l'unanimité, deux ont reçu une abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine. Il s'agit pourtant de deux rapports emblématiques de la ville et seulement d'une étude à réaliser sur ces deux rapports qui concernent d'une part la rénovation de la rue Saint Ferréol et l'aménagement de la partie basse de la rue Paradis. L'autre rapport concerne la requalification de la rocade du Jarret. Je rappelle qu'il s'agit de rapports où l'on demande une étude, il n'y a pas encore de réalisation. Donc avant qu'il y ait débat, je pense qu'il faut déjà présenter un projet.

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Diard, rapporteur de ces dossiers avez-vous quelque chose à ajouter ?

Monsieur DIARD.- Non.

Monsieur LE PRESIDENT.- Les trois premiers dossiers sont liés à des opérations de rénovation urbaine dans les 9e, 14e et 15e arrondissements de Marseille.

66. VOI 001-26/06/14 CC - Demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique et parcellaire pour la création des voies nouvelles U236 et U299 dans le cadre du projet de rénovation urbaine de Saint-Joseph/Vieux Moulin à Marseille 14e arrondissement

Monsieur LE PRESIDENT.- Je sou mets à votre approbation ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

67. VOI 002-26/06/14 CC - Demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour l'aménagement de l'avenue de la Soude et de l'avenue de la Jarre dans le cadre du projet de rénovation urbaine de La Soude/ Les Hauts de Mazargues à Marseille 9e arrondissement

Monsieur LE PRESIDENT.- Je sou mets à votre approbation ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

68. VOI 003-26/06/14 CC - Demande de subvention auprès du Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur pour la requalification d'espaces publics des quartiers Plan d'Aou - Saint Antoine - La Viste à Marseille 15e arrondissement

Monsieur LE PRESIDENT.- Je sou mets à votre approbation ce rapport.

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

69. VOI 004-26/06/14 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour les travaux sur les ouvrages de franchissement et de soutènement sur le territoire communautaire.

Monsieur LE PRESIDENT.- Le rapport n°69 donne les moyens financiers nécessaires pour des travaux d'infrastructure.

Je sou mets à votre approbation ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

70. VOI 005-26/06/14 CC - Rénovation de la rue Saint Ferréol et aménagement de la partie basse de la rue Paradis à Marseille (1er et 6e arrondissements).

Monsieur LE PRESIDENT.- Avec le rapport n° 70, il s'agit d'acter la nécessité d'agir en faveur du centre-ville de Marseille, en l'occurrence rue Saint Ferréol, rue de Rome et rue Paradis pour redonner à ce secteur tous les atouts nécessaires à son dynamisme économique d'antan qu'il convient de préserver pour éviter que ces rues commerçantes se paupérisent dans un contexte concurrentiel très intense.

Madame Biaggi, vous avez la parole.

Monsieur BIAGGI.- Merci Monsieur le Président de me donner la parole, merci cher Guy d'avoir mis ce rapport au démarrage de votre présidence pour acter cette redynamisation du centre-ville.

Avec la rue de Rome et son tramway qui sera achevé, je l'espère, à la fin de l'année parce que les commerçants souffrent, avec la rue Saint Ferréol et la rue Paradis, l'hyper centre-ville est en marche pour sa redynamisation.

Mes chers collègues, lorsque nous refaisons de l'espace public, pour un euro d'investissement sur l'espace public, nous récoltons trois à quatre euros d'investissement privé, mais quand c'est du commerce, nous récoltons jusqu'à neuf euros d'investissement privé. C'est énorme. Puisque Marseille est en train de devenir cette capitale de la Métropole, il faut que son hyper centre-ville soit requalifié, de bonne qualité et attractif, donc avec ses investissements, nous sommes en train de le faire.

Par ailleurs, quand on requalifie un espace public, on a également une augmentation du flux piéton. On l'a vu sur la rue Grignan, place Lully et rue Sainte : +17% de flux piéton. Sur la rue de la République, c'est +30%, sur le Vieux-Port, c'est + 80%. Ce qui est important pour le Vieux-Port, c'est qu'il y ait du chaland, c'est-à-dire des clients pour les commerçants.

Donc merci encore Monsieur le Président d'avoir acté cette requalification. Nous espérons que face à ce grand centre-ville, l'hyper centre-ville retrouvera tout son dynamisme et toute sa beauté.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

Monsieur MARANDAT.- Je tenais à préciser à propos de ce rapport que l'abstention que j'ai exprimée en Commission n'avait pas pour but de contrarier ce projet, mais plutôt d'être vigilant par rapport aux requalifications qui ont été effectuées précédemment et qui n'ont pas donné toujours les résultats escomptés, en particulier sur la rue Saint Ferréol où contrairement à ce qu'il est de bon ton de dire, les commerçants qui étaient installés rue Saint Ferréol n'ont pas vu d'un très bon œil arriver la transformation de cette rue. Beaucoup de magasins qui étaient emblématiques de la rue Saint Ferréol qui avait un certain niveau sont allés s'installer ailleurs du fait de la requalification qui devait apporter, c'est vrai un flux piétonnier plus intense (évidemment, car lorsqu'il n'y a plus de voitures, on est bien obligé d'y aller de façon piétonne), mais la qualité des piétons n'est pas obligatoirement celle escomptée par la requalification. La beauté des choses n'est pas obligatoirement une chose abstraite.

Donc il faut faire attention quand même et se servir de ce qui a été fait précédemment pour en tirer les leçons. Je crois que l'intelligence d'un politique c'est d'avoir des idées, mais une fois que ces idées ont été mises de façon concrète sur le terrain, il faut

en tirer les conséquences et de ne pas être borné à vouloir absolument faire quelque chose parce que c'est la mode actuellement de le faire. Donc il faut être vigilant sur cela, c'était uniquement le sens de mon observation.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Monsieur Marandat, je pense que Mme Biaggi va vous répondre.

Madame BIAGGI.- Merci Monsieur Marandat de vos explications, mais lorsque je parle de l'augmentation du flux piéton, l'hyper centre-ville est vivant. Quand vous dites que des magasins sont partis de la rue Saint Ferréol, ils sont allés dans les rues transversales, que ce soit la rue Grignan, rue Francis Davso parce qu'ils avaient plus d'impact à ce niveau-là.

Mais la rue Saint Ferréol, Monsieur Marandat, a vraiment besoin d'être rénovée parce que cela fait 25 ans qu'elle n'a pas été refaite. Il est vrai que c'est du *mass market* dans cette rue, mais un centre-ville a besoin de tout. Il a besoin de *mass market*, de luxe, de commerces à la portée de tout le monde.

Dans cet hyper centre-ville, on a justement fait des rues à thèmes. La rue Saint Ferréol est peut-être plus la rue des jeunes ; la rue Grignan est la rue du luxe ; la rue Sainte est celle des restaurants. Place Lully, on a installé une très belle œuvre avec Laure-Agnès Caradec et Martine Vassal. Elle plaît ou elle ne plaît pas. Pour ma part, je trouve que c'est très beau, car c'est contemporain. C'est la mixité. La rue Edmond Rostand, c'est les antiquaires. Ce qu'on veut de cet hyper centre-ville, c'est qu'il soit un centre-ville commercial à ciel ouvert et surtout le cœur de Marseille. C'est pour cela que l'on œuvre.

Mais je tiendrai compte, ne vous inquiétez pas, de toutes vos remarques et nous ferons attention à tout ce qui a été raté comme le disait Lionel Royer-Perreaut et nous ferons mieux je l'espère dans cette mandature grâce au Président Guy Teissier.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci beaucoup.

Je crois Monsieur Marandat qu'en fait vous avez bien compris, on veut précisément tirer vers le haut le centre-ville et éviter sa paupérisation.

Cette rénovation urbaine passe par plusieurs choses. Il ne s'agit pas que de voirie, mais aussi de rénovation avec l'aide de l'ANAH, de l'ensemble des bâtis. Il n'y a qu'à voir le succès qu'on rencontre, je pense à Euroméditerranée avec la rue de la République dont on ne voyait pas la beauté des bâtiments haussmanniens. Depuis qu'elle a été rénovée, on lève le nez et on est émerveillé par tout cela. C'est vrai aussi pour le boulevard Schuman qui était en déshérence et qui retrouve un éclat merveilleux.

La voirie de rue de Rome sera rénovée avec l'arrivée du tramway. Il y a d'ailleurs un rapport qui a trait à l'indemnisation des commerçants à cet instant. Premier point, un lifting de la rue de Rome qui a été fait sous la mandature de M. Vigouroux. C'est vrai qu'un certain nombre de magasins et notamment *Virgin* qui était une pompe aspirante à jeunes a fermé ses portes, mais c'est une faillite.

Je pense que le lifting de cette rue est absolument nécessaire aujourd'hui, car elle est dégradée. Il y aura également une rénovation de cette belle rue qu'est la rue Paradis, de la place Estrangin à la place du Général de Gaulle. Ce sera une rénovation de l'habitat et ensuite une rénovation des voiries avec peut-être même une interdiction de stationner et peut-être, car il ne nous est pas interdit d'être intelligent, d'avoir des systèmes de parking qui inciteront nos concitoyens à mettre leur voiture au parking plutôt que d'essayer d'arpenter ou de se garer d'une manière anarchique là où ils le peuvent.

Il y a des systèmes qui fonctionnent ailleurs, il n'y a pas de raison qu'ils ne fonctionnent pas chez nous. Nous allons essayer de résoudre tous ces problèmes pour que nous ayons un cœur de ville qui reste attractif et vivant.

Je soumetts à votre approbation ce rapport n°70.

Le rapport est adopté

Abstention de M. Marandat

71. VOI 006-26/06/14 CC - Approbation du principe de la requalification de la Rocade du Jarret à Marseille

Monsieur LE PRESIDENT.- Ce rapport est dans la même philosophie, sur un autre secteur trop longtemps délaissé, la rocade du Jarret.

J'ai connu le Jarret à ciel ouvert qui était un égout. Il a été couvert. Il a fallu de très longues années. En l'absence de ce qui a été qualifié de *plus long chantier du monde*, c'est-à-dire un boulevard de contournement de Marseille, à savoir la L2 et le Boulevard Urbain Sud (car si on s'arrête au pont Florian, ce n'est pas un hémicycle, mais un quart de cycle)... Si on veut contourner Marseille, il faut aller de la mer à la mer, d'où la nécessité du Boulevard Urbain Sud pour prolonger la L2.

Donc en l'absence de boulevard de contournement, le boulevard Sakakini est devenu le boulevard de contournement de la ville. C'est sans doute l'endroit où l'on connaît le plus de pollution. De plus, avec le grand hôpital de la Timone, je pense que c'est quelque chose d'indispensable à mettre en route.

Nous le faisons à la demande du Sénateur Bruno Gilles qui souhaite prendre la parole à ce sujet.

Monsieur GILLES.- Monsieur le Président, bien sûr, je ne peux que vous faire partager ma joie de l'arrivée enfin de ce rapport.

Vous venez de le rappeler, vous avez fait de la requalification du Jarret et du Boulevard Urbain Sud vos deux priorités pour les années à venir. Il est bon effectivement de rappeler que cet axe du Jarret est devenu depuis le début des années 60, une véritable voie de contournement : contournement du centre-ville par l'Est, jonction entre les deux autoroutes A7 et à A50, liaison entre les quartiers Sud, les quartiers Nord. Elle est même parfois utilisée aussi pour une desserte du centre-ville.

En moyenne, c'est 80 000 véhicules/jour, parfois des pointes jusqu'à 100 000 véhicules/jour qui passent sous les fenêtres de dizaines de milliers de riverains. On peut rappeler que c'est une des rares voies en France classée très bruyante : 66 décibels en moyenne, sachant que le point noir devenant intolérable est à partir de 70 décibels. Nous voyons très bien qu'aujourd'hui, avec la perspective de l'ouverture de la L2 et la diminution du trafic sur cette portion du Jarret qui peut être évaluée à 25 à 30%, il était urgent de faire quelque chose.

Il y a bien sûr et je le dis sans aucune polémique, de nombreuses années que nous proposons une requalification. Un projet quasi ficelé avait d'ailleurs été fait avec l'AGAM présenté lors des élections municipales de 2008, avec l'assentiment de la population, des comités d'intérêt de quartier et des associations de riverains.

Ce projet a été mis aux oubliettes pendant 6 ans. Il est facile aujourd'hui de le sortir des oubliettes, c'est pour cela que je vous en remercie, Monsieur le Président. Que de temps perdu ! Mais nous ne sommes pas à l'heure de la polémique, nous allons regarder vers l'avenir.

Ce rapport prend acte d'une proposition de l'AGAM d'ici la fin de l'année. Après, il y aura de nombreuses études et c'est un chantier qui pourrait démarrer après l'année 2017, étalé sur deux ans.

J'attire, mais je vous l'ai dit souvent, votre attention sur une partie très particulière de ce qu'on appelle le Jarret, c'est l'intersection au niveau de Baille et de l'hôpital de la

Timone puisque, mes chers collègues, avec l'ouverture du bâtiment médico-technique, avec l'ouverture des nouvelles urgences de l'hôpital de la Timone, avec demain, l'ouverture de IHU, Institut Hospitalo-universitaire du Professeur Raoult qui sera une véritable référence internationale au niveau de l'infectiologie et des maladies infectieuses, là aussi le pôle santé Timone - Conception devient le premier pôle de santé publique d'Europe.

On ne le réalise pas, mais lorsqu'on additionne Timone - Conception, IHU, c'est le premier pôle de santé publique d'Europe.

Quand on connaît la circulation aujourd'hui à cet endroit du Jarret, à la fin de l'autoroute et qu'on se l'imagine dans quelque temps, lorsque les urgences tourneront à plein régime, lorsque le bâtiment technique tournera à plein régime, lorsque l'IHU fonctionnera, entre les patients, les familles des patients, les fournisseurs, les personnels de l'Assistance Publique, ce sont des dizaines de milliers de passages par jour. Il y a donc urgence, au-delà du rapport qui est voté ce matin, de prendre en compte toute la circulation et de réaménager toute la circulation autour de l'hôpital de la Timone.

Je sais, Monsieur le Président, que vous y êtes bien sensible. En tout cas, je voulais, au nom des habitants des 4e et 5e arrondissements, plus particulièrement de ceux qui habitent le long du tracé du Jarret, vous remercier aujourd'hui et vous remercier en mon nom propre, car je dois bien être le seul élu qui habite à quelques centaines de mètres du Jarret aux Chutes Lavie. Donc il y en a qui en parle beaucoup et il y a ceux qui y vivent, c'est mon cas donc à double titre, je vous en remercie Monsieur le Président.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Monsieur Gilles.

Je sou mets à votre approbation le rapport n°71.

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Fructus, vous présidez la Commission « Habitat et Politique de la Ville », pouvez-vous nous faire un compte rendu de ses travaux ?

Madame FRUCTUS.- Monsieur le Président, nous avons huit rapports à examiner en Commission « Habitat et Politique de la Ville ». Sur les huit rapports, nous avons un avis favorable à l'unanimité pour les rapports n°72 à 76. Les trois autres rapports, n°77 à 79 ont recueilli un avis favorable avec abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine.

Une observation : peut-être faudra-t-il demander Monsieur le Président, au Front National s'il maintient son avis favorable sur le 74 puisque nous parlons là de l'engagement de la Communauté urbaine sur le financement du logement social et comme il m'a semblé qu'il avait une posture tout à fait particulière et rigide sur ce point, peut-être modifiera-t-il son vote.

Enfin, je voudrais souligner que sur les trois derniers rapports sur lesquels le Front National s'abstient, ce sont des rapports qui relèvent par exemple d'une aide que la Communauté urbaine donne à une association qui s'appelle Handitoit qui travaille pour œuvrer à l'amélioration de l'accessibilité des logements sociaux au public handicapé.

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Hermann, avez-vous quelque chose à ajouter à ce qui a été excellemment dit par notre collègue ?

Monsieur HERMANN.- Le groupe Front National s'est abstenu sur les deux derniers rapports, les n°77 et n°78 qui sont évidemment des rapports extrêmement sociaux, et surtout sur des déplacements sociaux pour l'emploi, ce qui est vraiment regrettable.

72. HPV 001-26/06/14 CC - Approbation du bilan de l'opération confiée à ICF Sud Est pour les études et travaux de requalification de l'espace public Cité Mourepiane à Marseille 16e arrondissement

Monsieur LE PRESIDENT.- Nous allons tout d'abord voter le rapport n°72 qui clôture une opération dans le 16e arrondissement de Marseille.

Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Monsieur LE PRESIDENT.- Les rapports 73 à 76 autorisent le versement de subventions.

73. HPV 002-26/06/14 CC - Attribution d'une subvention pour l'année 2014 à l'Agence Départementale d'Information sur le logement (ADIL) des Bouches-du-Rhône

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

74. HPV 003-26/06/14 CC - Attributions d'aides communautaires directes pour le logement social - Approbation de conventions de financement et de partenariat

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

75. HPV 004-26/06/14 CC - Attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

76. HPV 005-26/06/14 CC - Attribution d'une subvention au Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

77. HPV 006-26/06/14 CC - Paiement de la cotisation 2014 à Alliance Villes Emploi

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

78. HPV 007-26/06/14 CC - Paiement de la cotisation 2014 à l'association Transport Mobilité Solidarité (TMS)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

79. HPV 008-26/06/14 CC - Paiement de la cotisation 2014 à l'association Voiture and Co

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

COMMISSION PORTS ET ESPACE MARITIME

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Pontous, la Commission « Ports et Espace Maritime » s'est réunie le mercredi 18 juin. Pouvez-vous nous faire un compte rendu de ses travaux ?

Monsieur PONTOUS.- Les cinq dossiers ont été votés à la majorité. Il y a eu l'unanimité pour quatre rapports. Le premier rapport a recueilli une abstention du groupe Front National et une réserve de vote du groupe Pour un Territoire Solidaire.

Monsieur LE PRESIDENT.- Le rapport n°81 est retiré, j'en dirai un mot.

Monsieur Piccirillo, rapporteur de ces dossiers avez-vous quelque chose à ajouter ?

Monsieur PICCIRILLO.- Il n'y a pas de problème, c'était simplement une demande de transfert de gestion du domaine public du fort Saint-Jean pour l'anse du Pharo. Il y a eu deux abstentions du groupe Front National et une réserve de vote. Pour le reste, il y a eu un avis favorable unanime de la Commission.

80. POR 001-26/06/14 CC - Demande de transfert de gestion du domaine public maritime pour l'anse du Pharo à Marseille, 7e arrondissement

Monsieur LE PRESIDENT.- Ce rapport est retiré. Un mot sur le rapport n°81. Il ne s'agit pas de l'enterrer, mais c'est quelque chose de compliqué qui a trait au déplacement de navires de l'État, c'est-à-dire les navires de la Gendarmerie maritime, les navires des Douanes pour les mettre dans l'anse du Pharo où il faut déplacer des chantiers. Pour l'instant je n'ai pas une vision très claire sur la relocalisation de ces chantiers donc je préfère que nous en reparlions.

Monsieur PICCIRILLO.- Si les services de l'État partent à l'anse du Pharo, ce serait une bonne chose. Cela permettrait d'avoir des anneaux en plus, de la plaisance en plus et de faire une capitainerie dans les consignes sanitaires qui seraient un endroit bien visible. Cela terminerait le bel ouvrage qui a été commencé au niveau du Vieux-Port. Cela irait dans le sens du progrès.

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Piccirillo, ça, c'est le bon côté, que je partage avec vous. On mettrait les bateaux de l'État dans l'anse du Pharo, jusque-là, tout va bien. On gagnerait des anneaux et Dieu sait que la bataille des anneaux est difficile à mener. On augmenterait le nombre de places dans le Vieux-Port, très bien.

En revanche, je n'ai pas une bonne vision sur l'endroit où nous localisons les trois chantiers de l'anse du Pharo. Un, semble-t-il, s'arrête, mais deux subsistent et là je ne vois pas clair. Donc je demande que l'on reparle de tout cela.

L'intérêt général que vous venez de développer, je le comprends et j'y adhère, mais il faut que j'ai une meilleure vision de la relocalisation de ces chantiers. Nous y reviendrons.

Monsieur CASELLI.- La doctrine que nous avons établie était très simple. Ce sont les entreprises qui existent véritablement...

Monsieur LE PRESIDENT.- Quand vous dites « véritablement », cela signifie-t-il que certaines n'existent pas vraiment ?

Monsieur CASELLI.- Certaines n'existent plus. C'étaient des entreprises que je ne qualifierai pas puisqu'elles n'existent plus. Elles ont été expulsées. Celles qui travaillent et qui sont de véritables chantiers navals ou de voilerie restent. Elles sont situées en totalité, en regardant du fort Saint-Jean, sur la droite de l'anse. L'autre partie serait réservée à l'extension du domaine du Pharo pour faire une promenade piétonne dans le cadre du projet Vieux-Port.

Ensuite, il faut effectivement construire une digue pour éviter les ressacs pour que les bateaux puissent être là sans aucun danger. Et puis, il y a le problème de construire un immeuble en dur pour remplacer la grande barge qui appartient aujourd'hui aux Douanes et qu'elles veulent absolument la garder.

Comme il n'est pas possible de la mettre dans l'anse du Pharo ou dans le Vieux-Port, car elle prend énormément de place, il s'agira de construire un bâtiment en dur pouvant abriter l'équivalent de ce qu'était la barge auparavant. Voilà quelle était la doctrine.

Maintenant bien sûr, vous êtes en responsabilité, vous ferez vos choix.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci d'avoir apporté ces précisions parce qu'elle apporte un peu d'eau dans mon port...

Au-delà du simple aspect de déménager les services de l'État dans l'anse du Pharo, cela présuppose beaucoup d'infrastructures, beaucoup de travaux et notamment, vous ne l'avez pas dit, mais peut-être ne l'avez-vous pas en tête, le coût de la digue à construire...

Monsieur CASELLI.- La digue, c'est un million d'euros !

Monsieur LE PRESIDENT.- Tout cela augmente la note. Sur le principe j'y adhère, mais...

Monsieur CASELLI.- Contrairement à ce que dit M. Royer-Perreaut, les élus connaissent aussi leurs dossiers.

Monsieur LE PRESIDENT.- Mais personne n'a dit le contraire. M. Royer-Perreaut n'a jamais dit quelque chose comme ça, ce n'est pas son style !

En tout cas, merci d'avoir apporté ces précisions.

81. POR 002-26/06/14 CC - Création d'une commission d'attribution des postes à flot professionnels pour le périmètre de la Délégation de Service Public 1 de gestion portuaire attribuée au CNTL dans le Vieux-Port de Marseille

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

82. POR 003-26/06/14 CC - Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau concernant une opération collective de réduction de la pollution dispersée toxique issue des ports

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

83. POR 004-26/06/14 CC - Attribution d'une subvention à l'association "Les Voiles du Vieux-Port" pour l'organisation de la douzième édition de la régata "Les Voiles du Vieux-Port"

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

84. POR 005-26/06/14 CC - Paiement de la cotisation 2014 au réseau IDEAL Connaissances - Activités portuaires

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

84.bis POR 006-26/06/14 CC - Approbation des modifications des redevances d'occupation du domaine public portuaire communautaire

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION EQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE, PATRIMOINE FONCIER, PROTECTION ET SÉCURITÉ DES ESPACES COMMUNAUTAIRES

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur De Pietro, la Commission « Équipements d'Intérêt communautaire, Patrimoine Foncier, Protection et Sécurité des Espaces communautaire » s'est réunie le mardi 17 juin.

Pouvez-vous nous faire un compte rendu de ses travaux ?

Monsieur DE PIETRO.- Monsieur le Président, les quatre rapports présentés ont reçu un avis favorable à l'unanimité.

Quelques remarques concernant la base de loisirs de l'Estéou qui va s'étendre sur un vaste de domaine d'environ six hectares. Les membres de la Commission ont soulevé la problématique de la sécurité de cet espace qui va rester ouvert au public jour et nuit.

Monsieur LE PRESIDENT.- C'est un autre problème qui n'est pas de notre compétence, mais on peut toujours en parler.

85. EPPS 001-26/06/14 CC - Admissions en non-valeur de créances irrécouvrables sur le Budget Annexe du Crématorium pour l'année 2014

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

86. EPPS 002-26/06/14 CC - Approbation de la déclaration de projet sur l'intérêt général de l'opération de réalisation de la base de loisirs de l'Estéou à Marignane

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

87. EPPS 003-26/06/14 CC - Paiement de la cotisation 2014 au Centre d'Information pour la Prévention des Risques Majeurs (CYPRES)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

88. EPPS 004-26/06/14 CC - Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé aux communes membres et à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Qui est d'avis de l'adopter ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Monsieur LE PRESIDENT.- Je vous remercie. L'ordre du jour est épuisé, la séance est levée.

Le prochain Conseil est fixé au 18 juillet.

(La séance est levée à 11 heures 26).